

I'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

I F Boite Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 37
JEUDI 4 DÉCEMBRE 1969

DEVANT LA MONTÉE DES LUTTES

**Chaban
menace**

**Les dirigeants
révisionnistes
du P. « C. » F.
reculent**



DESSINS TIRES D'AFFICHES DE LA REVOLUTION HONGROISE
DE 1919 ET DE LA REVOLUTION RUSSE DE 1917

ORGANISONS L'UNITE DES LUTTES POPULAIRES SOUS LA DIRECTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

UNE SEMAINE DE LUTTES



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **ALSTHOM A TARBES** : depuis le 13 novembre, 1 800 ouvriers sont en grève pour la parité des salaires avec ceux de Belfort; mardi 26 novembre, les travailleurs ont manifesté dans les rues de la ville.
- **BREGUET A ANGET (PYRENEES-ATLANTIQUE)** : les travailleurs poursuivent la grève depuis quatre semaines.
- **MANUFRAANCE A SAINT-ETIENNE** : la grève avec occupation se poursuit depuis le 17 novembre.
- **SOCIETE NOUVELLE DES ATELIERS DE VENISIEUX** : les ouvriers sont en lutte depuis le 18 novembre.
- **C.A.F.L. A FIRMIY** : 250 ouvriers de l'atelier de chaudronnerie poursuivent la grève avec occupation.
- **S.C.O.M.A.N. (société des constructions mécanique et aéronautique de la Mayenne) A LAVAL** : 500 ouvriers poursuivent leur mouvement revendicatif.
- **OLIVETTI A PARIS** : la grève se poursuit, un comité de grève a désigné ses délégués qui se sont rendus au siège, rue de Penthèvre.
- **S.N.C.F. A BOULOGNE-SUR-MER, CALAIS ET SAINT-OMER** : le mouvement de grève déclenché vendredi par les cheminots pour protester contre les conditions de travail, la mutation et suppression de postes, se poursuit.
- **P.M.U.** : la grève continue.
- **AIR-FRANCE** : le personnel parisien de réservation est en grève depuis 16 jours. Il réclame la réduction du temps de travail.
- **INSTITUT DE GEOGRAPHIE** : la grève décidée par les enseignants et les étudiants pour les 13, 14 et 15 novembre se poursuit.
- **RAFFINERIES E.R.A.P.** : les ouvriers des trois raffineries poursuivent leurs actions.

LUNDI 24

- **PEUGEOT A SOCHAUX** : à l'atelier de peinture laque et apprêt, 160 ouvriers « pistoleurs » arrêtent le travail. Ils réclament la garantie de salaire pour l'ouvrier ayant passé cinq ans dans une cabine de peinture.
- **THOMSON-C.S.F. A SARTROUVILLE** : débrayage de plusieurs centaines d'ouvriers pour la parité de leurs salaires avec ceux de la C.S.F.
- **C.E.A. (commissariat à l'énergie atomique)** : grève nationale de 24 heures pour protester contre les 2 600 licenciements.
- **DASSAULT A BOULOGNE, ARGENTEUIL, SAINT-CLOUD** : débrayages.
- **BOULOGNE-SUR-MER** : les marayeurs occupent les quais afin d'empêcher l'embarquement du poisson dans les camions avant l'heure des Halles à la criée. Les grutiers sont en grève pour 24 heures.
- **Du Nord au Midi, de l'Est à l'Ouest de la France, des dizaines de milliers de paysans manifestent contre les monopoles et pour la terre à ceux qui la travaillent.**
- **A BAY (Nord)** : manifestation de jeunes agriculteurs; à Auch (Gers) : 500 paysans; à Pau : plusieurs centaines de paysans défilent avec leurs tracteurs; à Valence : plus de 500; à Chateauroux (Indre) : plusieurs centaines; à Annecy : plusieurs centaines; à Blois : 1 000 agriculteurs; à Alençon : plus de 2 000 agriculteurs marchent sur le Palais de Justice, des projectiles (boulons, cailloux, tomates) sont envoyés sur la façade. A Dôle, circonscription électorale de M. Duhamel, les agriculteurs brûlent les effigies du Premier ministre, du ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture, etc.
- **A PARIS** : plusieurs manifestations de solidarité avec les paysans en lutte, la plus importante s'est déroulée de la place des Fêtes dans le 19^e arrondissement à Belleville, carrefour des 19^e et 20^e arrondissements; plus de 1 500 manifestants, drapeaux rouges en tête scandaient : « Ouvriers, paysans, étudiants, Front uni des masses populaires », « A bas les monopoles »!
- **FACULTE DES LETTRES DE NANTES** : les étudiants protestent contre le nouveau système d'enseignement ramenant le nombre des «valeurs» de douze à neuf. Un comité de grève est constitué.
- **FACULTE DES LETTRES DE TOURS** : 90 % des étudiants poursuivent la grève des cours pour soutenir les revendications des sections espagnol et allemand qui réclament des enseignants supplémentaires. Actuellement sept enseignants allemands pour 450 étudiants.

MARDI 25

- **PEUGEOT A SOCHAUX** : la direction met 4 500 ouvriers en « chômage technique ».
- **SUD-AVIATION A SAINT-ETLOI, BLAGNAC ET SAINT-MARTIN-DU-TOUCH** : grève d'une demi-journée pour les salaires des 3 000 travailleurs horaires.
- **CHENARD ET WALKER A GENNEVILLIERS** : débrayage à l'outillage.
- **USINE CERABATI A PARAY-LE-MONIAL (SAONE-ET-LOIRE)** : 600 ouvriers en grève pour leurs salaires.
- **METALLURGIE DES ARDENNES** : 8 000 travailleurs arrêtent le travail de 1 heure à 24 heures pour leurs revendications.
- **CHANTIERS NAVALS C.I.N.B. (ex-Chantier de la Gironde) A BORDEAUX** : manifestation quai de Brazza contre la liquidation des chantiers prévue pour fin 1970.
- **AEROPORT D'ORLY** : 25 employés de la « Brasserie » cessent le travail par solidarité avec un de leurs camarades licencié.
- **C.E.T. DE PAVILLONS-SOUS-BOIS** : suspension des cours pour vétusté du toit (manque de crédits).

- **LYCEE MARIE-CURIE A VERSAILLES** : les agents de service se mettent en grève, soutenus par la grève active des élèves et professeurs. Ils réclament sept postes supplémentaires.
- **INSTITUT D'ETUDES DEMOGRAPHIQUES** : grève pour l'attribution d'une prime de recherche.
- **MINISTERE DE L'INTERIEUR** : le personnel de l'informatique et des services mécanographiques sont en grève pour soutenir leurs camarades des D.G.I. et I.N.S.E.E. actuellement en grève.

MERCREDI 26

- **SAINT-ETIENNE** : 10 000 travailleurs manifestent contre la répression policière (E.D.F.) et patronale (licenciements arbitraires et lock-out), contre les licenciements (1 200 à Manufrance), pour l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail. Pendant près d'une heure, ouvriers, paysans, étudiants manifestent dans les rues de la ville.
- **E.D.F. ET G.D.F.** : la grève déclenchée sous la pression de la base mardi par les directions syndicales C.G.T. et C.F.D.T. est arrêtée mercredi à 11 heures au nom d'une « leçon de civisme » qui n'est rien d'autre qu'une trahison.
- **DEPARTEMENT DE LA LOIRE** : 130 000 travailleurs débrayent, les métallos de Saint-Etienne, de Firminy, de la vallée du Gier, du Roannais; les ouvriers du bâtiment, du textile; les cheminots, les tramotins stéphanois, des postiers, des enseignants, des étudiants.
- **NORD-AVIATION A BOURGES** : 2 000 travailleurs manifestent dans les rues de la ville pour leurs salaires.
- **AUX PAPERIES LA CHAPELLE-DARBLAY A SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY (SEINE-MARITIME)** : débrayages pour la révision des classifications.
- **LYCEE TECHNIQUE ADOLPHE-CHERIOUX A VITRY (VAL-DE-MARNE)** : les élèves de trois classes de la section d'enseignement agricole font grève. Depuis la rentrée, ils n'ont pas de professeurs de sciences agronomiques.

JEUDI 27

- **ALLINQUAND A PARIS-15^e** : débrayage pour les revendications.
- **SOCIETE GRILLET ET FEAU A ERAGNY (VAL-D'OISE)** : débrayages par faction et service contre la sanction arbitraire de mise à pied d'un militant ouvrier.
- **SIEDERURGIE EN MOSELLE : WENDEL-SIDELOR A HAYANGE, A SOLLAC, A ROMBAS** : débrayages des pontonniers.
- **A KNUSTANGE** : débrayages des lamineurs du gros train.
- **A HAGONDAGE** : débrayage aux hauts-fourneaux et chemin de fer.
- **S.N.C.F.** : manifestation de plusieurs centaines de travailleurs devant le siège de la S.N.C.F. à Paris, pour protester contre le transfert à Strasbourg du service central de contrôle-recettes-marchandises qui emploie 900 agents.
- **METEOROLOGIE NATIONALE** : grève de 24 heures.
- **LYCEE HONORE DE BALZAC A PARIS** : les fascistes du mouvement « Restauration Nationale », casqués, armés de gourdin ont attaqué les lycéens; ceux-ci les mirent rapidement en fuite.
- **AIX-EN-PROVENCE** : plusieurs centaines d'étudiants et enseignants manifestent contre la condamnation de deux étudiants révolutionnaires condamnés à des peines de prison ferme par la justice « bourgeoise ». Les manifestants décident une grève des cours pendant deux jours à la faculté des lettres.

VENDREDI 28

- **USINE LUCAS A ARGENTAT (CORREZE)** : 260 ouvriers en grève pour leurs salaires.
- **P. ET T.** : 8 000 ouvriers des lignes, agents techniques, conducteurs de chantiers en grève pour 24 heures.
- **ORLY** : 2 000 travailleurs débrayent et manifestent.
- **C.E.A. (commissariat à l'énergie atomique) DE LA HAGUE** : 200 agents du centre nucléaire occupent la mairie de Cherbourg.

SAMEDI 29

- **DOCKERS** : grève dans tous les ports.

SOUSCRIPTION NATIONALE
A L' "HUMANITÉ-ROUGE"

	Francs
TOTAL PRECEDENT	73 062,33
Un vieux travailleur	Ivry 5,00
C.D.H.R.	Caen 30,00
C.D.H.R.	Paris-14 ^e 100,00
C.D.H.R.-Italie	Paris-13 ^e 200,00
L. D.	Hirson 20,00
J. B.	Bourg-en-Bresse 100,00
C.D.H.R.	Tours 25,00
C.D.H.R.	Versailles-Sud 108,70
C.D.H.R.	Le Mans 270,00
Un travailleur	Région parisienne 2,85
B. L.	Paris-8 ^e 20,00
Un artisan	Région parisienne 25,00
TOTAL GENERAL	73 968,88

"FRONT UNI" n° 3
est paru !

Au sommaire : Interview de M. LY-VAN-SAU, représentant du G. R. P. du Sud-Vietnam
17, Rue du Sentier, PARIS-2^e

BOURGEOISIE
MARSEILLAISE
et « PROMOTION
FÉMININE »

« Tout Marseille » est une publication bimensuelle apparue il y a un an environ. Il s'agit essentiellement d'un support publicitaire fort luxueux dont le contenu est en général superficiel.

Cependant, son numéro du 20 octobre au 2 novembre contient quelques perles dont nous nous en voudrions de priver nos amies et camarades lectrices, parce qu'elles sont révélatrices de la conception que se font les bourgeois de la « promotion féminine ».

Dans un reportage sur la prostitution à Marseille, on trouve, par exemple, ce cri du cœur :

« Il faut mettre fin à ce mauvais exemple. Parce qu'alors, comment faire accepter à une secrétaire de gagner 80 000 A.F. par mois, alors qu'une prostituée peut gagner dix fois plus. »

Textuel ! Pas un mot sur les causes sociologiques, morales, etc. de l'extension du phénomène « prostitution ». Simple-ment la crainte d'avoir à payer une secrétaire plus de « 80 000 A.F. par mois » ! Précisons que ce joli monsieur est « responsable d'une association s'occupant du relèvement moral des prostituées » (« Tout Marseille » dixit). Allons, la morale est en bonnes mains ! Mais ce n'est pas tout. Dans le même article, un policier interrogé par le reporter, se lamente :

« Le « déplacement social » constaté chez les prostituées, qui échappent aux souteneurs traditionnels, nous complique la tâche. »

Ah, le bon temps des macs tout-puissants, soupire le flic, en écrasant une larme. Aujourd'hui, les petits métiers si utiles à l'« ordre public » se perdent. Quelle pitié !

Dans le même journal, M. Joseph Comiti, ministre, héritier présomptif de Defferre à la mairie de Marseille, et représentant typique de la bourgeoisie marseillaise, complète ce singulier panorama.

Tirant les conclusions d'un colloque organisé par le journal « Elle », sur la condition féminine, M. le Ministre a en effet déclaré :

« Il faut définir quelle est la place de l'homme et celle de la femme. Une femme met au monde des enfants et les élève, c'est là un rôle primordial de biologique. La femme est frustrée par la société qui l'oblige à travailler... »

Se rendant compte de l'effet déplorable de ses paroles sur un auditoire féminin, Comiti se livre ensuite à une gymnastique verbale destinée à réparer les dégâts. Les femmes représentent quand même 53 % du corps électoral et exposées aussi crûment, les idées de M. le Ministre U.D.R. Comiti risqueraient de faire du tort à son parti.

Mais, pour cyniques qu'elles soient, les idées exprimées par « Tout Marseille » sont et restent celles de la bourgeoisie à l'égard des femmes. Les professions de foi « émancipatrices » de tel ou tel de ses marionnettes politiciennes n'y changent rien.

Dépendante de son mari si elle est mère de famille, ou, à la rigueur, du souteneur si elle est prostituée. Mais surtout, qu'elle reste à sa place. « Savetier, pas plus que la chaussure ! »

Les femmes travailleuses de la ville et de la campagne, comme celles que la société capitaliste confine encore aux murs de leur logis, ont d'autres vues que M. le Ministre U.D.R.

Mais seul, le socialisme leur apportera l'émancipation et l'égalité totales avec les hommes (résolvant du même coup le problème de la prostitution, cette conséquence directe de la morale et de l'exploitation capitalistes).

C'est pourquoi elles viennent en grand nombre, renforcer les rangs de l'avant-garde révolutionnaire.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m		Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	TIRANA	6 h	
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;		16 h	
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;		17 h	
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.		19 h	sur 31 et 42 m ;
				21 h	
				22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
				23 h 30	sur 31 et 41 m.

ÉDITORIAL

Chaban menace, les dirigeants révisionnistes reculent;

NOTRE RIPOSTE : UNITÉ DES LUTTES POPULAIRES !

Sur le front ouvrier : grève de l'E.D.F., grève des dockers, grève de l'Alstom à Tarbes, occupations d'usine dans le Sud-Est, etc.

Sur le front paysan : manifestations dans toute la France le 17 novembre. Un peu partout, les paysans déversent du fumier devant les édifices publics, s'en prennent aux « personnalités », etc.

Le pouvoir des monopoles est attaqué de toutes parts par les travailleurs des villes et des campagnes qui sont fermement décidés à faire échec au plan de répression, de fascisation et de misère du gouvernement. Face à cette montée des luttes, un vent de panique et de rage souffle chez les Chaban et autres Marcellin, qui se démènent pour essayer de contrer le mouvement populaire.

C'est Marcellin-la-matraque, protecteur des ministres en vadrouille et des ambassades fascistes, agresseur de grévistes, ratonneur de jeunes, qui fait charger ses C.R.S. C'est Chaban qui prend le relais pour nous faire avaler la pilule de l'austérité avec sa « nouvelle société » aux relents hitlériens, avec ses « contrats de progrès », nouvelle mouture de la participation et de l'association capital-travail. Ces fidèles laquais du capital savent bien que leur cause est perdue d'avance, mais ils ne négligent rien pour défendre leurs intérêts de classe, d'autant plus qu'ils savent pouvoir compter sur un allié de poids : les dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. et de la C.G.T., dont la ligne politique épouse étroitement les besoins du capital.

Face aux sornettes sur « l'intérêt national », au discours anti-communiste de Chaban, quelle est notre ligne, la ligne des vrais communistes ? C'est de contre-attaquer résolument, d'expliquer aux masses que « l'intérêt national », c'est l'intérêt du capital, que la « participation », c'est la participation des travailleurs à leur propre exploitation, que le seul moyen pour les travailleurs de faire triompher leurs justes revendications, de faire échec au plan de répression du capital et, en dernière analyse, de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est la lutte résolue de toutes les masses populaires unies autour de la classe ouvrière contre la classe bourgeoise qui nous opprime. Voilà l'esprit offensif qui doit animer tout véritable communiste, tout marxiste-léniniste.

Le P. « C. » F., lui, est toujours sur la défensive, il se place sur le terrain de l'ennemi de classe. La C.G.T. à ses ordres lance une grève de l'E.D.F. sans en expliquer les raisons aux masses (mises à part quelques initiatives de la base) : les travailleurs ne comprennent pas cette grève venant après tant d'hésitations, le gouvernement a beau jeu de déclarer qu'elle « lèse les usagers ». Que va faire la C.G.T. ? Va-t-elle soutenir le combat des travailleurs de l'E.D.F. en le popularisant auprès des usagers privés de courant ? Va-t-elle arrêter la grève en expliquant qu'elle ne veut pas nuire aux conditions de vie des travailleurs ? Ni l'un ni l'autre : la C.G.T. fonce tête baissée dans le panneau de la bourgeoisie et saborde la grève au nom du « civisme ». Ce soit-disant « civisme » porte un nom : c'est la fidélité à la bourgeoisie.

Ainsi, à chaque nouvelle mystification avancée par la bourgeoisie, les révisionnistes du P. « C. » F. opposent une autre mystification bourgeoise de leur invention. Leur dit-on « participation » ? Ils répondent « participation authentique ». Fiscalité sur le dos des travailleurs ? « Fiscalité démocratique ». Ainsi, du « civisme rénové » en « démocratie avancée », ils veulent nous conduire au « capitalisme populaire ». Voilà le triste destin de ces mystificateurs à la petite semaine. Voilà comment en colportant les idées de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, ils espèrent briser la conscience de classe des prolétaires. Voilà comment, en affirmant comme Benoît Frachon qu'il ne faut surtout pas penser à renverser le régime (Humanité Blanche, 29-11-69, page 4), ces traîtres préparent le lit au fascisme.

Les dirigeants révisionnistes se font-ils réellement des illusions sur leurs mystifications

réformistes ? Non. Ils préparent consciencieusement leur intégration dans l'appareil d'Etat bourgeois car ils y veulent des places. Fontanet leur a déjà laissé espérer le poste de « syndicalistes de sa majesté » : pour cela, ils doivent s'acquiescer d'un contrat : diviser les luttes des travailleurs, veiller à ce que chacun fasse sa petite grève dans son coin sans se soucier des autres exploités, sans penser aux objectifs généraux du prolétariat et de ses alliés : abolition du salariat, établissement d'une démocratie populaire sous la dictature du prolétariat, édification du socialisme. Aussi les révisionnistes s'emploient-ils à briser les grèves, à les isoler, à décourager les travailleurs de se mettre en grève. Le gouvernement ignore le travail en réprimant les luttes (agression contre les grévistes de l'E.D.F.) et, quand il le peut, en se libérant les mains sur un front. Par exemple, la mise en liberté de Gérard Nicoud et de trois paysans bretons est une mesure démagogique destinée à freiner les luttes des petits paysans et commerçants.

Mais alors, nous dira-t-on, pourquoi le gouvernement attaque-t-il le P. « C. » F. et la C.G.T., comme le montre le dernier discours de Chaban ? C'est que la bourgeoisie veut accélérer l'évolution du P. « C. » F., elle en a besoin tout de suite pour enrayer les luttes des travailleurs. Il faut bien dire que cette tactique réussit au pouvoir : à chaque nouvelle attaque du gouvernement, les révisionnistes reculent d'un pas (1). Quand Chaban les accuse (bien à tort) de vouloir faire la révolution, ils courbent un peu plus l'échine et disent qu'ils n'ont jamais eu un tel projet ! Quelle franchise dans la trahison ! Quand nous, on nous accuse de vouloir faire la révolution, nous en sommes fiers, et nous avons raison, d'abord parce que c'est vrai, ensuite parce que le président Mao Tsé-toung nous a appris « qu'être attaqué par l'ennemi est une bonne chose ». Mais Waldeck-Rochet et Séguéy sont

allés trop loin : ils sont obligés de reconnaître qu'ils n'ont plus rien de communistes.

Mais que les militants de base du P. « C. » F. et de la C.G.T. ne s'y trompent pas : si Waldeck et Séguéy n'ont rien à craindre des vociférations de Chaban, celles-ci annoncent des mesures de fascisation dont ils seront, eux, les victimes. Lorsque la crise du capitalisme français sera si grave que la bourgeoisie n'aura plus d'autre ressource que de tenter une aventure fasciste, la répression s'abattra indistinctement sur tous les militants ouvriers dans les entreprises.

C'est pourquoi, un jour ou l'autre, ces travailleurs rejeteront le révisionnisme et rejoindront leurs frères de combat dans la lutte classe contre classe. Avec nous, ils reconstruiront leur unité de combat contre le capital, avec nous ils regrouperont les larges masses populaires opprimées par la bourgeoisie autour du prolétariat et de son avant-garde marxiste-léniniste, avec nous ils rejeteront les illusions réformistes et se prépareront à riposter à la violence de la bourgeoisie par la violence prolétarienne, à renverser la dictature de la bourgeoisie pour édifier la dictature du prolétariat. Ce sera une lutte de longue haleine, mais nous l'emporterons inéluctablement sur les forces du passé : « le communisme est la jeunesse du monde » !

Nous ferons échec aux manœuvres de division et de sabotage des réformistes et des révisionnistes !

Nous ferons échec au plan de misère et de fascisation de la bourgeoisie !

Contre les menaces de Chaban et la démission des révisionnistes, travaillons à l'unité des luttes populaires sous la direction du prolétariat !

Vive le Front Uni des masses populaires !

Vive la démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

Abonnez-vous...

Nom	abonnement ordinaire :
Prénom	20 F pour 6 mois
Adresse	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
.....	40 pour 6 mois
.....	80 par an
C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »	abonnement pour
30226.72 Centre La Source	l'étranger (par avion) :
	120 F par an

**LUTTONS
CONTRE
LA
FASCISATION !**

Cette semaine encore, de nombreuses informations nous parviennent, montrant que face à la montée des luttes populaires et face au front uni anticapitaliste et contre la répression bourgeoise, les forces de « l'ordre bourgeois » accentuent leur violence et emploient de plus en plus les méthodes fascistes propres à Hitler, Mussolini ou Franco.

Dans l'Est, des camarades de Nancy sont à nouveau interrogés et menacés d'internement par les flics pour avoir osé dire la vérité contre un patron exploitateur de ses ouvriers.

A la faculté de médecine, les fascistes C.D.R.-S.A.C. organisés en commandos attaquent les étudiants à coup de grenades offensives, bouteille cassées, etc., pour s'opposer à un vote à la majorité de 56 % pour refuser l'arrêté Boulin-Guichard qui instaure une sévère sélection en fin de première année des études médicales. Par ce système, 4 % des candidats auraient été reçus en 1969.

Face à ces manœuvres de sélection, 19 centres hospitaliers universitaires sur 24 en grève en province, 9 centres hospitaliers universitaires sur 10 en grève à Paris.

Résultats de ces attaques fascistes à la fac de médecine : 10 blessés dont 5 par éclats de grenade, dans les yeux, dans le thorax, qui sont à l'hôpital. Quelques centaines d'étudiants assiégés

chez eux par plusieurs cars de C.R.S. armés et de flics en civil.

Une dizaine d'étudiants arrêtés en sortant de la fac et gardés une nuit au poste.

Le lendemain matin, les flics et C.R.S. assiégeaient toujours la cité universitaire de Saint-Jean-du-Désert.

A Paris, sur les marchés, la répression également s'accroît.

Sur le marché d'Aligre, 100 flics en tenue et en civil encerclent le marché alors que de nombreux militants H.R. faisaient une vente de masse. 13 militants du C.D.H.R. embarqués et arrêtés chantent l'« Internationale » en arrivant au commissariat de police.

Contre cette montée évidente de la répression de type fasciste (voir discours Chaban et congrès fasciste U.D.R. de Montpellier), mobilisons-nous et organisons-nous pour barrer la route à la dictature de la bourgeoisie et de ses alliés, dénonçons vigoureusement par tracts, affiches, meetings, tous les actes de répression que nous connaissons, exigeons la liberté d'expression, la liberté de diffusion et d'informations.

Grâce à l'unité des couches populaires, contre la répression, le fascisme ne passera pas !

Dans le 17^e, 2 militants du comité H.R.-17^e qui distribuaient des tracts à la porte de la S.N.C.F.-Cardinet sont livrés à la police par des responsables locaux du P. « C. » F. et de la C.G.T.



L'UNITÉ DES OUVRIERS, C'EST LEUR FORCE

Plusieurs centaines d'ouvriers immigrés travaillent sur le chantier. En France, ils sont plus de 3 millions. Ces travailleurs, qui font souvent les boulots les plus durs, qui touchent des bas salaires, et qui habitent dans des logements insalubres, ces travailleurs surexploités représentent une grande force pour lutter contre les patrons.

C'est pourquoi, les patrons cherchent à les isoler, à les diviser entre eux, et à les couper des ouvriers français. Pour cela, ils ont beaucoup d'armes :

- la surveillance policière constante, la menace d'expulsion, le chantage par la carte de travail et autres paperasses ;
- l'isolement complet dans lequel ils maintiennent les immigrés : logements à part, salaires plus bas, droits juridiques, politiques et sociaux différents des autres travailleurs ;
- le racisme, ils font croire aux travailleurs français que les immigrés leur prennent leur travail ; mensonge : les patrons français, portugais, et d'Afrique du Nord, créent la pauvreté et la famine dans leur pays, et utilisent cette misère pour faire venir en France de la main-d'œuvre

à bon marché (par exemple, Citroën va directement chercher les ouvriers au Maroc) ;

— différences de langues ; le fait que les immigrés ne savent souvent ni lire, ni écrire, les isole et les gêne pour s'organiser.

Camarades émigrés, par ta sueur, les patrons s'enrichissent : tu leur construis des maisons et ils te mettent dans des taudis. Il faut lutter pour l'égalité des droits politiques, juridiques et sociaux avec les travailleurs français.

Exigeons :

- la suppression du système de la carte de travail ;
- la carte de séjour automatique au bout de trois mois ;
- l'allocation chômage pour ceux qui ne trouvent pas de travail en arrivant en France.

Camarades français ou immigrés, nous avons le même ennemi, les patrons et la police à leur service.

Vive l'unité de lutte des travailleurs émigrés et français !

Extrait de « Chantier rouge » n° 1.

FACULTÉ DES SCIENCES DE PARIS : LUTTONS ENSEMBLE OUVRIERS ET ÉTUDIANTS

Nous avons publié la semaine dernière un article de notre correspondant H.R. de la faculté des sciences de Paris sur la lutte commune ouvriers-étudiants. Nous publions cette semaine des extraits du journal « Chantier rouge », journal de lutte des ouvriers du bâtiment de la faculté des sciences de Paris. Ces réalisations (journal et affiches) sont un bon exemple à suivre dans la voie de l'unité de lutte ouvriers-étudiants.

LE RESTO POUR LES OUVRIERS !

Il y a 15 jours, les ouvriers du chantier ont fini de construire le restaurant de la faculté, où les étudiants mangent maintenant à 1,65 F. Les ouvriers, eux, mangent toujours à la gamelle, quelques-uns à leur cantine à 4,30 F avec parfois des plats avariés.

Pourquoi les ouvriers ne peuvent pas aller au restaurant des étudiants ?

La vraie raison : c'est que les patrons de la fac et les patrons du chantier ne veulent pas voir les ouvriers et les étudiants ensemble.

Ils savent que l'unité ouvrier-étudiant ça veut dire la lutte, non seulement la lutte contre un ou deux patrons, mais contre tous les patrons et contre l'Etat des patrons.

Les patrons ont tellement peur de l'unité des ouvriers et des étudiants qu'ils ont fait construire aux ouvriers du chantier les murs et des grillages pour les isoler de la fac.

Les ouvriers doivent manger avec les étudiants et au même tarif qu'eux !

C'est juste : car ce restaurant ce sont les ouvriers qui l'ont fait avec leur force de travail !

C'est important : car manger ensemble, c'est se connaître, c'est discuter pour devenir une grande force contre les patrons et leurs amis.

Brisons les murs de l'isolement !
Ouvrons le resto aux ouvriers !
Luttons ensemble ouvriers et étudiants !

LA PRIME DANS LE SALAIRE ! A BAS LES PRIMES DE DIVISION !

Sur le dos des ouvriers, le patron fait d'énormes profits : ils produisent dix fois plus que leur salaire. Mais ça ne lui suffit pas. Alors, le patron dit aux ouvriers :

— « Si tu travailles « bien », tu auras la prime. » Ça veut dire, si tu te crèves encore plus, si tu acceptes les conditions de travail dégueulasses, si tu te tais, t'auras du sucre.

Ils obligent ainsi des ouvriers à s'user encore plus vite.

Par exemple, au chauffage, au bout de 3 mois, certains touchent 200 F, d'autres 100 F, d'autres RIEN. Ils veulent :

- diviser les ouvriers qui sont dans la même situation et qui ne touchent pas pareil ;
- leur extraire encore plus de profit. Ils voudraient mettre les ouvriers à genoux : « Vas-y à fond, sinon ta prime saute ! »

La prime doit être intégrée dans le salaire.

Comme ça, les ouvriers restent unis et peuvent frapper le patronat.

La lutte est possible, par l'unité à la base et dans l'action.

Pour cela, il faut qu'on compte sur nos propres forces :

Préparons les comités de base pour mener vraiment les luttes.

COMMENT LUTTER ?

Quand les patrons nous mènent la vie dure, comme en ce moment, quand on en a marre de cet esclavage, il y a deux manières de réagir :

1. La manière des délégués jaunes et des organisations syndicales actuellement : c'est bavarder avec les patrons, s'entendre avec eux pour éviter que les ouvriers en colère ne passent à l'action. Dans ce cas, pourquoi le patron lâcherait puisqu'il n'est pas menacé ?

Et même si on fait des « actions » isolées par secteurs, des grèves pour la forme (quand le mécontentement est trop fort) ça n'est pas dangereux pour lui.

2. La manière des ouvriers : prendre carrément les patrons à la gorge. Là, c'est radical, devant notre force unie, ils reculent, ils sont faibles.

En ce moment, les ouvriers luttent un peu partout :

— à Saint-Etienne, les ouvriers de Peugeot ont occupé 4 jours l'usine ; ils ont eu la 5^e semaine de congés payés et 30 centimes de plus à l'heure ;

— à Marseille, depuis 10 jours, les 2 000 ouvriers de la C.O.D.E.R. mènent leur grève sans faiblir, dans l'unité pour le 13^e mois et 5% d'augmentation ;

— à Cholet, les ouvriers ont séquestré le patron. Ils ont obtenu tout de suite ce qu'ils n'avaient pas eu avec des mois de discussions.

Nous aussi sur le chantier, on peut trouver des formes de lutte qui unissent les ouvriers et prennent les patrons à la gorge. (L'exemple de la grève en plein milieu du coulage d'une tour montre qu'on a mille moyens...)

Pour cela, discutons ensemble, trouvons de vrais responsables en qui on a confiance. Laissons de côté les petits chefs-délégués et comme partout, faisons nos comités de base pour mener vraiment la lutte !

Un comité de base, c'est fait :
— pour s'exprimer ensemble ;
— pour unir notre force et notre colère ;

— pour préparer et diriger la lutte ;
Pour vaincre, les patrons, eux, sont organisés.

Pour commencer :
— pas un seul licenciement ;
— à bas les primes de division ;
— les primes dans le salaire ;
— augmentation du salaire horaire de 30 centimes et de 50 centimes pour les manœuvres ;

— sur le chantier, refusons de travailler chaque fois qu'il y a risque d'accident.

Extrait de « Chantier rouge », n° 2.

S.N.E.C.M.A.-CORBEIL : LA LUTTE CONTINUE... S.N.E.C.M.A.-CORBEIL : LA LUTTE CONTINUE... S.N.E.C.M.A.-CORBEIL : LA LUTTE CONTINUE...

Vendredi 21 novembre : la grève continue. La direction fait des propositions pour essayer de désassocier la grève. Les 755 licenciements sont ramenés à 640. Le nombre des pré-retraites pour les plus de 60 ans a augmenté. Mais les travailleurs semblent décidés à combattre jusqu'à la victoire totale. Cette journée aura vu le premier piquet de grève. Quelques frictions sans gravités, avec ceux qui ont tenu à forcer le barrage pour se rendre au travail. Défilé dans l'usine sous la pression des travailleurs. Le cortège du personnel en grève, traverse en silence le bâtiment administratif et les laboratoires, malgré les menaces de sanctions proférées par le représentant de la direction, contre les organisations syndicales. Le P.D.G. se plaint amèrement, de constater le désordre dans lequel cette grève se déroule : « Où est le bon temps où les grévistes quittaient gentiment l'usine pour rentrer chez eux. »

La minorité des non grévistes n'est pas rentable, avec tous ces défilés dans les ateliers, avec les sonos qui retentissent à longueur de journée dans les ateliers, pour donner des informations, ou annoncer les diverses réunions qui se tiennent dans les différents secteurs. Franchement camarades, le P.D.G. est excédé, pensez donc il y a un certain nombre de compagnons qui sont en train de prendre de mauvaises habitudes, ça discute de tous les côtés. Mettez-vous à la place du P.D.G., tous ces travailleurs qui sont là pour être exploités, il est inadmissible qu'ils se mettent à penser, à réfléchir même sur le problème du pouvoir.

Lundi 24 novembre, les travailleurs licenciés sont informés individuellement par leur chef d'atelier. Les travailleurs commencent à se rendre compte que les petites balades à Corbeil et à Paris n'ont pratiquement servi à rien. Les syndicats

sont restés dans la légalité. La C.F.D.T. même si elle a aiguillonné la C.G.T., même si elle a essayé de coller aux désirs de la masse des travailleurs, n'a pas impulsé les luttes sur le front politique et sur le front de la lutte des classes. Les dirigeants de la C.F.D.T. disent : « La révolution ce n'est pas à nous de la faire, c'est aux partis politiques de s'en occuper ». De plus, l'ambiance n'est pas à la lutte révolutionnaire. La C.G.T. fait du recrutement, il suffit de lire le tract d'aujourd'hui. On peut y lire : « Pour sa part, la C.G.T. appelle les travailleurs à venir nombreux rejoindre ses rangs. » La lutte révolutionnaire pas question surtout avec tous ces groupuscules gauchistes qui courent les rues.

Un exemple entre mille : hier, dimanche matin, un groupe de jeunes de la gauche prolétarienne de Corbeil distribuent un tract sur le marché demandant à la population de soutenir la juste lutte des travailleurs de la S.N.E.C.M.A. en grève contre les licenciements.

La police attaque ce groupe de jeunes, et essaye de les embarquer dans le panier à salade. Trois bonzes du P. « C. » F. regardent la scène en rigolant. Nos camarades présents, par des mots d'ordre simples, mobilisent les témoins qui prennent fait et cause pour les victimes de la répression, bousculent les policiers, et font redescendre les camarades du fourgon. Le rapport de force n'étant plus en leur faveur les policiers quittent rapidement les lieux.

Camarades,

La C.G.T. dans son tract d'aujourd'hui dit : « La C.G.T. ne confondra jamais forum et démocratie ». Rappelez-vous, le jour où la C.F.D.T. a offert le micro aux travailleurs. Les bonzes de la C.G.T. ont hurlé contre les gauchistes qui prirent la parole, accusant la C.F.D.T. d'offrir une tribune aux trotskistes. Or, ce qui est certain, c'est que vous avez entendu dans l'ordre : un camarade de l'A.C.O. (Action Catholique Ouvrière), un camarade de L.O. (Lutte Ouvrière) et un

UNITÉ A LA BASE

SCHMID (Tours) : UN AN DE LUTTE CONTRE LE PATRONAT, UN AN DE COLLABORATION

DIRECTION-SYNDICATS

Depuis mai-juin 68, le patronat Schmid et les syndicats réformistes ne dorment plus tranquilles : le « gauchisme » s'est infiltré dans l'usine !

La grève lancée par la C.G.T. sans poser de revendications, dégage néanmoins un noyau de 6-7 jeunes ouvriers combattifs qui feront tout pour durcir la grève et seront constamment en butte avec le syndicat C.G.T. qui « attend » (les ordres de l'U.D. probablement).

attaque directe du patronat Schmid contre tous les ouvriers de l'usine : les syndicats ne bougeront pas.

En juillet 69 le patronat licencie sans motifs valables un étudiant embauché pour les vacances ; les autres étudiants débrayent et sont soutenus par ce syndicaliste révolutionnaire en tant que délégué du personnel, les syndicats C.G.T. et F.O. (la C.F.D.T. maligne ne dit rien) sabotent le débrayage, aussitôt la répression s'abat : 4 jours de

F.O. n'ont été créé qu'après mai 68 (avant la C.G.T. était le seul syndicat), le déplacement des voix aux élections des délégués du personnel de 68 (1) s'explique par le freinage de la grève dont la C.G.T. était la seule responsable. Les ouvriers ont donc voté F.O. et C.F.D.T. pour montrer leur désapprobation de la C.G.T. ; le recul de la C.G.T. a pourtant été limité par la présence du futur exclu sur la liste. Sinon c'était pire :

est normal car elle en a toujours eu moins, mais surtout elle ne récupère rien sur sa rivale et complice la C.G.T., pour les ouvriers de Schmid ces deux centrales sont embarquées sur le même bateau.

— Les élections des délégués du personnel montrent que 28 % des ouvriers suivent encore la C.G.T., 13 % F.O., 10 % la C.F.D.T. ; en tout l'influence des syndicats s'exerce encore sur 51 % des ouvriers alors qu'en 68 elle s'exerçait sur 60 % des ouvriers.

— Si bien que cette année avec l'existence d'un pôle d'attraction « gauchiste » de lutte de classes 41 % des ouvriers de Schmid constituent la base potentielle du futur syndicat rouge sur les bases suivantes : aspiration à la démocratie syndicale constamment bafouée par les syndicats actuels et pour un plus petit nombre d'entre eux (environ le 1/3) aspiration en plus à une lutte ferme contre le patronat : en effet ce 1/3 s'est abstenu au vote alors qu'avec les listes de votants patronat et syndicats vont pouvoir établir leur dossier et les « soigner » pour les augmentations de salaires, par exemple.

Le cas de Schmid n'est pas exceptionnel : les élections de 69, que ce soit à la S.N.C.F., à la R.N.U.R. Billancourt, à Rhodia Belle Etoile, à Air-Equipement révèlent exactement la même chose : un pourcentage de plus en plus fort d'ouvriers refuse de voter pour les syndicats actuels. Et ce pourcentage s'agrandit en fonction de l'alternative syndicale révolutionnaire représentée soit par des ouvriers encore isolés, soit par des comités de base (pour Schmid, le progrès des idées syndicalistes révolutionnaires va se faire maintenant par le regroupement dans le comité de base qui permettra un nouveau bon qualificatif).

A Schmid aujourd'hui le terrain est déblayé, il s'agit maintenant de :

Pour un comité de base !

1. Constitution et regroupement des éléments combattifs dans le comité de base.

Elaborons un programme revendicatif !

2. Elaboration d'un programme revendicatif propre à l'usine qui s'intègre dans le programme général des syndicalistes révolutionnaires de France (cf. supplément H.R. 25, p. 56).

Dénonçons les actions bidons !

3. Critique systématique des actions bidons lancées par les syndicats et surtout la C.G.T. (car celle-ci se retrouve majoritaire... par rapport à F.O. et C.F.D.T. réunies, elle a 5 sièges sur 8).

Engageons la lutte !

4. Engagement de luttes sur les salaires, les cadences, les conditions de travail (hygiène, sécurité), par les syndicalistes révolutionnaires qui devront se démarquer fondamentalement des modes de « luttes » des syndicats actuels.

Arracher la classe ouvrière à l'influence des syndicats traîtres est une bataille de longue haleine, les progrès lents mais sûrs des idées syndicalistes révolutionnaires à Schmid et ailleurs le prouvent : une chose est sûre, tout comme la C.G.T.U. a arraché la classe ouvrière à l'influence de la C.G.T. de Jouhaux, les syndicalistes révolutionnaires d'aujourd'hui arracheront la classe ouvrière à l'influence de la C.G.T. de Séguy et des autres F.O. et C.F.D.T. ; la roue de l'Histoire ne saurait revenir en arrière.

Correspondant H.R. de Tours.

Moyenne des voix

	Inscrits	Exprimés	C.G.T.	F.O.	C.F.D.T.	Nuls	Abstentions	Panachés
1 Délégués personnel septembre 68	542	368	159 29,3	121 22,3	42 7,7	58 10,7	116 21,4	45 8,4
2 Délégués C.E. janvier 69	486	323	199 41	71 14,6	30 6,1	49 10	114 23,4	23 4,7
3 Délégués personnel octobre 69	478	281	133 27,8	64 13,3	48 10	134 28	63 13,1	36 7,5
Baisse en pourcentage entre 1 et 3			— 1,5	— 8,9	+ 2,3	+ 17,3	— 11,6	— 0,8
Baisse en pourcentage entre 2 et 3			— 13,1	— 1,2	+ 3,9	+ 17,9	— 10,4	+ 2,8

En septembre 68, au retour des vacances, le seul jeune ouvrier combattif resté dans la boîte se présente aux élections du personnel et du C.E. sous l'étiquette C.G.T. Il suffira de peu de temps pour l'exclure : pensez donc il avait proposé pour le débrayage-bidon du 12 février d'aller voir les non-grévistes pour leur demander leurs revendications, pensez donc il attaqua la direction nationale de la C.G.T. : ces grands dirigeants que sont Séguy, Krasucki...

En mars 69 il est exclu bureaucratiquement et anti-statutairement par une « assemblée générale de syndiqués » : 10 sur 50 sont là dont 7 votent l'exclusion, tout ça avec une campagne de calomnies par tracts du P. « C. » F. et de la C.G.T. Cette exclusion est importante car c'est la première fois que la C.G.T. viole ouvertement la démocratie syndicale et surtout car cela va permettre au patron de modifier sa tactique : patronat rapace et anti-syndicat à fond (1 mise à pied illégale de 1 délégué C.G.T. avant mai 68), il va maintenant jouer la carte de la « collaboration » avec tous les syndicats contre un syndicaliste révolutionnaire (C.F.D.T. et F.O. étant créées après mai 68).

En mai-juin 1969, il l'exclut illégalement du Comité d'hygiène et de sécurité après avoir manipulé pour qu'il ne soit pas prévenu des réunions. C'était comme par hasard le seul ouvrier au C.H.S., c'était donc là une

mise à pied pour tous (cf. H.R. 24). Pour les ouvriers de Schmid, c'est une preuve de plus que les syndicats, ça ne va pas du tout, c'est la deuxième fois qu'ils pavent la voie à la répression patronale.

En septembre 68 le « gauchiste » étant en vacances, on en profite : la C.G.T. et F.O. font voter le collège ouvrier pour son exclusion du C.E. Devant la bassesse du procédé : attaquer un ouvrier dans le dos parce qu'il a le malheur d'être trop révolutionnaire, les ouvriers refusent. Sur 426 inscrits, 126 votent contre, 147 pour. Les syndicats perdent 130 voix ! Les ouvriers ont soutenu un « gauchiste » (payé par le patron comme dit le P. « C. » F. et la C.G.T.) contre les syndicats et surtout plus particulièrement contre la C.G.T., majoritaire à Schmid et la seule à avoir appelé carrément à voter pour l'exclusion, F.O. appelant « à la conscience de chacun », tout en étant d'accord avec la C.G.T. pour le vote, la C.F.D.T. ne disant rien.

Cela ne veut pas dire que tous les ouvriers ont pris conscience de la trahison de la C.G.T. et des autres syndicats mais une chose est sûre : ils n'ont plus confiance. La ressemblance entre les procédés patronaux et ceux des syndicats est trop flagrante. Les élections des délégués du personnel vont le confirmer : la C.G.T. (et F.O.) « s'enfoncent ».

Ces élections se déroulent en octobre 69 : elles vont permettre de juger, chiffres en mains la baisse des syndicats : elles prennent l'allure d'un vote de confiance ou plutôt de méfiance. Le délégué du personnel « gauchiste » appelle à l'abstention ou au nul au 1^{er} tour en insistant sur le fait que le 1^{er} tour est anti-démocratique, puisqu'il empêche le collège ouvrier de choisir entre le programme de chaque syndicat et le sien. C'est là l'effet direct de l'exclusion de mars 69. 41,21 % des ouvriers s'abstiennent ou votent nul. Le fossé entre les syndicats et les ouvriers s'est approfondi.

Le scrutin de 69 comparé à celui de l'année dernière permet de voir qu'à Schmid le processus général de perte d'influence des syndicats et surtout de la C.G.T. se vérifie.

a) Remarques préliminaires :

— Les abstentions de 68 et janvier 69 se déplacent vers le nul en octobre 69, étant donné le risque de répression patronale avec l'appel à l'abstention.

— Etant donné que la C.F.D.T. et

Il ne faudra attendre que 3 mois pour que les ouvriers se rendent compte que F.O. et C.F.D.T. ne valent pas mieux. Aux élections du C.E. de janvier 69, les ouvriers reviendront donc à la vieille organisation, la C.G.T., d'autant plus que le futur exclu commençait à faire un travail syndical qui rappelait la bonne C.G.T. (celle d'avant-guerre). En même temps les « frictions » entre le délégué principal C.G.T., entièrement sur la ligne du Bureau Confédéral et de l'U.D. d'Indre-et-Loire et le futur exclu devenaient plus vives et amenaient logiquement l'exclusion.

C'est pourquoi la comparaison d'une année sur l'autre doit se faire entre les élections du C.E. de janvier 69 et celles des délégués du personnel d'octobre 69, car cette comparaison rend mieux compte dans les circonstances particulières de l'usine, du déplacement des voix des syndicats et principalement de la C.G.T. vers l'abstention et le vote nul auxquels avait appelé le délégué « gauchiste » exclu de la C.G.T. Bien sûr, il faut tout de même tenir compte de la différence entre un vote pour les délégués du C.E. et un vote pour les délégués du personnel, la comparaison donnera donc une idée approximative.

Dernière remarque, les panachages entre en ligne de compte car un certain nombre de travailleurs pensent que si ça ne va plus à la section C.G.T. de Schmid, ce n'est pas à cause de la ligne de collaboration de classe élaborée sciemment par la direction confédérale, mais que c'est la faute de la déléguée principale qui est une mauvaise déléguée. Aux élections d'octobre 69 certains ouvriers tout en votant pour la liste C.G.T. ont rayé son nom (du coup cette déléguée principale est arrivée 2^e sur sa propre liste : c'était la première fois que cela lui arrivait !). Donc les 2,3 % de panachages de plus qu'en 68 montrent qu'un certain nombre d'ouvriers hésitent et sont donc gagnables aux idées syndicalistes révolutionnaires.

b) Que peut-on en conclure ?

— La C.G.T. a perdu près de 13 % de ses électeurs d'une année sur l'autre, ce qui prouve donc que les ouvriers de Schmid voient de plus en plus le rôle démobilitateur de cette centrale.

— Certes, la C.F.D.T. démagogique en a récupéré un peu, néanmoins c'est vers l'abstention ou le nul que les électeurs C.G.T. se sont déplacés dans leur plus grande part.

— Quant à F.O. elle suit la C.G.T. : certes, elle perd moins de voix ce qui

NUE... S.N.E.C.M.A.-CORBEIL

P.S.U. S'ils avaient préparé leurs papiers, ce que la C.G.T. leur a reproché, c'est simplement parce qu'ils savaient que la C.F.D.T. offrirait démocratiquement le micro à tous les travailleurs.

Camarades,

La C.G.T. fait la guerre aux marxistes-léninistes et aux militants de l'A.C.O., de L.O., et du P.S.U. Elle ne fait pas la guerre à la bourgeoisie, elle ne prépare pas les luttes sur le plan politique, et c'est pour cela que toutes vos actions ne servent à rien. Tant que vous ne vous organiserez pas à la base, sur une ligne politique et idéologique révolutionnaire, sur la base de la lutte de classe, la C.G.T. vous entraînera dans des actions de collaboration de classe, qui ne vous feront pas avancer d'une pouce.

Un syndicaliste prolétarien.

ET DANS L'ACTION !

AUVERGNE :

STOP
AU REBOISEMENT
CRIMINEL

La volonté des monopoles est de faire de l'Auvergne un désert ou plutôt une forêt vierge. La population rurale en serait chassée comme main-d'œuvre à bon marché pour le trust Michelin en plein développement, qui pourrait ainsi étendre ses usines sur Clermont-Ferrand même.

Pour en arriver là, tous les moyens sont bons. Nous l'avons déjà vu, les suppressions de services publics, la ruine des petits paysans n'en sont que quelques moyens. Il en est un plus subtil, c'est celui du reboisement à outrance.

Depuis quelques années les boisements intempestifs et anachroniques, favorisés par les subventions se multiplient. Ils suivent une logique voulue et préméditée. Ils enserrant peu à peu, mais inexorablement, les exploitations familiales et les étouffent. C'est devenu depuis longtemps un placement d'argent de premier ordre. En ces temps où la monnaie chavire... dévaluation... Aussi n'importe qu'il rebolse, n'importe où, n'importe comment.

Comme le remarquent les paysans eux-mêmes « les bois enlèvent les cultures, entravent le machinisme, font disparaître la vie ». Les commerçants ferment boutiques, les maisons s'écroulent, le client meurt ou s'en va, les artisans ferment à leur tour, les médecins évacuent, les écoles se ferment, les voies de communications ne sont pas entretenues, tout est laissé à l'abandon. Les élus locaux sur lesquels « la tradition républicaine » reposait ses espoirs, sont impuissants. Pour les croyants, il y a longtemps que les églises se vident, il n'y a plus de curés, les clochers s'écroulent. La seule voie ferrée qui traverse les monts du Forez, capitale Ambert est menacée de fermeture d'ici quelques mois.

Les conséquences économiques sont graves et les conséquences humaines sont dramatiques. Cet envahissement désordonné de la forêt crée une psychose d'isolement, de panique : abattement, neurasthénie, désespoir des vieux, angoisse... dans un premier temps... Mais dans un second temps, la révolte se réveille.

Si la faim fait sortir le loup du bois, l'envahissement des bois va faire sortir les paysans de leur traditionnelle patience. Que le pouvoir des monopoles se méfie que les forêts qu'il aura tout fait pour imposer ne se transforment un jour en maquis, en océan d'arbres derrière lesquels se cachera la mort pour les tirans d'aujourd'hui.

Et c'est bien comme un tel avertissement qu'il faut interpréter ce qui s'est passé dans la région d'Ambert, capitale du reboisement, le 29 octobre 1969.

Cf. article dans le n° d'H.R. n° 36 (Auvergne désert français ou forêt vierge ?

PLUSIEURS millions envolés

...Il a fallu trois heures aux gansters... Ce pourrait être le titre et le début d'un article de ce qu'il est convenu d'appeler un fait divers.

La chose cependant mérite réflexion. Il s'agit de la réception organisée par la C.G.T. dans les salons de l'aérogare d'Orly « Les trois soleils » et « La Corbeille » le jeudi 20 novembre de ce mois.

En trois heures plusieurs millions !... Qu'est-ce d'autre qu'un de ces « hold-up » — dont la classe ouvrière est victime — que les révisionnistes de la C.G.T. et du P. « C. » F. orchestrent parfaitement depuis de nombreuses années pour réaliser ce qu'ils appellent « opération de prestige ».

La Société des Wagons-Lits était le traiteur de ce gigantesque buffet où coulait à flot champagne et vins des tonneaux mis en perce sur place, et apprécié sans pudeur et à haute voix par certains... D'autres cependant, travailleurs trompés et délégués au Congrès de Vitry, et invités à Orly, n'ont pas hésité à dire plus ou moins ouvertement qu'ils se sentaient gênés et qu'ils désapprouvaient ce gâchis des derniers de la classe ouvrière.

Le niveau des discussions de la plupart des responsables étaient particulièrement édifiant : ce n'était que dissertations sur la qualité des petits fours et autres délices, sur la magnificence des lieux et la grâce des Caravelles presque à portée de mains, au travers des immenses baies vitrées... Il a été très peu question de la classe ouvrière et encore moins du régime au pouvoir qui ravi, tolère et encourage de telles démonstrations.

Jacques la Colère.

DEBERNY-PEIGNOT :

Face aux tentatives d'intimidation...

Tous unis préparons la riposte !

Informations
DEBERNY-PEIGNOT

Le délégué du service Lumitype, il y a maintenant une dizaine de jours, a été convoqué dans le bureau de la Direction. Il lui a notamment été reproché : l'atmosphère qu'il faisait régner dans l'atelier (...), son attitude hostile vis-à-vis de l'encadrement (...), des dissensions politiques publiques, etc. Puis la Direction essayant toutes les manières pour le dissuader (paternalisme) essaya le coup de force, menace de licenciement.

Au retour de son « entrevue » avec la direction, le délégué en informa les travailleurs de son service ainsi que les délégués des différents services. Tous les camarades unanimement mécontents se tenaient prêts à le soutenir face à ces attaques certains même cessèrent le travail.

Mais afin qu'il n'y ait aucune ambiguïté les travailleurs décidèrent d'attendre la lettre notifiant ces menaces.

La Direction envoya cette lettre, non pas de licenciement mais une lettre d'avertissement. En effet, le patron s'apercevant du mécontentement des travailleurs a compris que ceux-ci riposteraient immédiatement. Qu'est-ce qu'il fait ? Il tente d'intimider ?

Camarades, la répression patronale frappe un délégué. Ce n'est pas le délégué en tant que personne qu'il vise mais ce qu'il représente, c'est-à-dire nous, les travailleurs.

Devons-nous rester muets devant ces menaces ?

Que propose le syndicat ? Il propose d'attaquer le patron en procès.

Notre critique et ce que nous proposons :

1° Immédiatement après réception de cette lettre, il était nécessaire de convoquer une assemblée générale du personnel

— pour informer les travailleurs,
— pour leur demander leur avis afin de savoir ce qu'il y avait à faire.

2° La proposition du syndicat n'est pas mauvaise chose mais le procès en lui-même est secondaire. D'autant plus que la légalité bourgeoise est en faveur des bourgeois, c'est-à-dire des

patrons et non pour défendre les travailleurs. Cependant dans la mesure où face à cette légalité le patron est en défaut, nous pouvons nous servir de la procédure mais cela ne suffit pas.

Les travailleurs ne doivent pas accepter que ce genre de problèmes se règlent dans leur dos.

Pas de diplomatie secrète !

Mettons au grand jour les problèmes.

La meilleure défense c'est l'attaque !

La patron doit reconsidérer cette lettre d'avertissement.

Tous les travailleurs de l'entreprise sont concernés et la meilleure riposte que nous pouvons faire, celle que redoute le plus le patron, c'est d'imposer immédiatement nos revendications. Celles dont on ne parle presque plus d'ailleurs, celles qui traînent depuis la rentrée.

— les 50 centimes pour tout le monde.

— Et puis les revendications concernant les travailleurs défavorisés. Beaucoup d'entre nous n'atteignent pas 1 000 F par mois, alors que d'autres en gagnent plus du double (que ceux-ci ne prennent pas ça pour un reproche). Mais pourtant le prix du bifteck n'est-il pas le même pour tout le monde (y compris MM. Mignonnet, Lazare et Cie). Nous pouvons considérer que les revendications pour ces camarades sont primordiales. Et que la situation dans laquelle ils se trouvent n'a que trop duré. Notamment, pour les employés, coursiers, metteuses en page, serveuses, manœuvres, et peut-être d'autres.

Camarades de tous les services, exigez de votre délégué respectif que soit organisée une assemblée générale de tout le personnel.

Nous devons être tous unis, ne faire qu'un bloc, afin que soit mis un terme à ces menaces et afin d'imposer nos revendications.

— 50 centimes pour tout le monde.

— Pas un seul salaire chez D.P. inférieur à 1 000 F.

Tous unis, nous vaincrons !

RESTAURANT UNIVERSITAIRE

DE TOURS :

UNITÉ OUVRIERS-ÉTUDIANTS
CONTRE LES LICENCIEMENTS

Ainsi, à Tours, le 22 octobre, deux employées du restaurant universitaire, qui étaient à l'essai, sont licenciées sans motif, l'une d'entre elles sur la proposition du délégué C.G.T. du personnel ! Aucune faute professionnelle ne leur est reprochée et l'administration pense ne pas avoir à fournir de motif en vertu d'un règlement intérieur au CROUS qui ne reconnaît aucun engagement de l'administration vis-à-vis des travailleurs qu'elle emploie pendant le mois d'essai (règlement illégal même selon la loi bourgeoise qui stipule qu'un motif doit être fourni à toute personne licenciée).

Mais les étudiants du Comité d'Action U.N.E.F. qui sont décidés à ne pas laisser passer de tels actes arbitraires et à montrer leur solidarité au personnel que l'administration essaie par tous les moyens de dresser contre les étudiants en faisant croire par exemple qu'une augmentation des salaires est liée à une augmentation des tickets du R.U., occupent le bureau de l'intendant. Devant leur détermination, l'intendant finit par donner les motifs du licenciement : « sale caractère, ne s'intègre pas à l'équipe ». Ainsi, le mois d'essai permet à l'administration, outre le fait de payer moins ces employés bien que le travail soit le même, d'éliminer les employés « gênants », de faire un tri entre « bons » et « mauvais » éléments, les « mauvais » éléments étant ceux qui refusent d'être exploités ou de s'intégrer à un groupe où certains jouent un rôle de flics vis-à-vis des étudiants progressistes et plus particulièrement des camarades étrangers.

Afin d'exiger la réintégration des deux employées, les étudiants occupent une deuxième fois le bureau de l'intendant ; devant le refus catégorique de celui-ci et du directeur du CROUS, saisissent les dossiers administratifs qui ne seront rendus que dans le cas où la réintégration aurait lieu et décident la grève du R.U. pour le lendemain.

Le lendemain midi, des cars de flics stationnent devant le R.U. (essai d'intimidation) mais les révisionnistes de l'U.E.C. (Union des étudiants « communistes ») et les réactionnaires se chargent de faire respecter la « liberté » des étudiants. Malgré un travail d'explication insuffisant (la distribution d'un tract était nécessaire pour faire comprendre aux étudiants encore non informés le sens de la grève menée par le C.A.), de nombreux étudiants compriment et soutiennent l'action du C.A. ; ils compriment, aussi, de quel côté les révisionnistes de l'U.E.C. se rangeaient désormais dans les luttes, quand après avoir rejeté toute solidarité effective entre étudiants progressistes et travailleurs sous prétexte que les étudiants n'ont pas à passer par dessus les directions syndicales qui sont là pour défendre les travailleurs, ceux-ci appellèrent à forcer les piquets de grève : c'est ainsi que la collusion de l'U.E.C. et des réactionnaires permit d'enfoncer un des piquets de grève, et que l'ont vit réactionnaires et révisionnistes se donner la main pour protéger ceux qui voulaient manger, répondant au mot d'ordre du C.A. U.N.E.F. « non au licenciement » par « on a faim ».

Cependant, un service sur cinq fut assuré.

L'après-midi, le délégué C.G.T. en personne renvoie les deux employées qui revenaient au R.U. travailler car le licenciement n'entrait en vigueur que trois jours plus tard. Bel exemple de la trahison et de la fascisation de l'appareil syndical qui, non seulement, ne défend plus les travailleurs mais sait au besoin se retourner contre eux et devient l'instigateur de la répression.

Si la réintégration des deux employées n'a pas été obtenue vu les conditions de lutte peu favorables — isolement des employées licenciées du reste du personnel dû au chantage du syndicat et de l'administration qui alla lors de la grève jusqu'à menacer d'emprisonnement une des deux employées — le bilan de l'action est positif dans la mesure où l'administration hésitera maintenant à licencier d'autres employées. Ce ne sont ni les démarches ni les parloties de la C.G.T. avec l'administration qui feront céder cette dernière mais bien la combativité des employés. Ce n'est que par la lutte, unis à la base et dans l'action que les travailleurs du R.U. pourront défendre leur droit au travail et faire triompher leurs revendications, comptant avant tout sur leurs propres forces et non sur un appareil syndical qui, se faisant le complice de la répression, trahit leurs intérêts.

Correspondant Humanité Rouge.

De réception mondaine
en trahison
ou « La Vie Ouvrière »
préfère les Salons...

VOUS ÊTES PRIÉS D'HONORER DE VOTRE PRÉSENCE...

... LA RÉCEPTION QUE DONNE L'HEBDOMADAIRE DE LA C. G. T. " LA VIE OUVRIÈRE " A L'OCCASION DE SON 60^e ANNIVERSAIRE, JEUDI 20 NOVEMBRE 1969 DANS LES SALONS DE L'AÉROGARE D'ORLY " LES TROIS SOLEILS " ET " LA CORBEILLE " A PARTIR DE 19 HEURES.



MEETING SUR L'ALBANIE

Intervention du Camarade François MARTY

Chers camarades et amis,

En ouvrant cette assemblée consacrée à la célébration du 25^e anniversaire de la fondation de la République Populaire d'Albanie, je tiens tout d'abord à remercier Son Excellence l'Ambassadeur d'Albanie, notre camarade et ami Javer Malo ainsi que tous les camarades de l'ambassade qui nous font le très grand honneur d'être présents parmi nous ce soir.

Je remercie également les représentants de l'ambassade de la République Populaire de Chine, les représentants de la République Démocratique du Vietnam, et toutes les personnalités qui nous honorent de leur présence.

Je remercie enfin tous les amis de l'Albanie rassemblés en aussi grand nombre dans cette belle salle magnifiquement décorée par les soins d'une jeunesse qu'il faut remercier particulièrement et chaleureusement.

Parmi tous ces amis, les uns sont venus sans doute parce que l'Albanie est un bien beau pays, plein d'attraits pittoresques, avec ses montagnes d'une sauvage grandeur, sa magnifique côte adriatique, ses plages de sable fin, sa riviéra aux eaux limpides comme du cristal ;

d'autres peut-être pour sa langue curieuse et ardue et son histoire particulièrement mouvementée ;

d'autres parce que son peuple est fier, jaloux de son indépendance, qu'aucun envahisseur n'a jamais réussi à soumettre, mais qui, en même temps est riche d'une hospitalité légendaire depuis bien longtemps disparue dans les pays occidentaux dits « évolués et civilisés » ;

d'autres pour ses réussites incontestables sur le plan économique et social qui ont transformé un pays qui vivait, il y a 25 ans, à l'époque du Moyen Age, en un pays moderne et cultivé ;

d'autres aussi, et ce sont je pense de beaucoup les plus nombreux, parce que l'Albanie est devenue le phare du marxisme-léninisme et du socialisme en Europe, parce que les dirigeants de ce pays socialiste ont dénoncé et dénoncent partout, y compris à la tribune de l'O.N.U., la contre-révolution révisionniste et sa collusion ouverte avec l'impérialisme américain dans tous les domaines ;

d'autres enfin, pour toutes ces raisons à la fois !

Je suis précisément un de ceux-là, et c'est pourquoi je suis venu de fort loin pour être ici ce soir à cette tribune pour apporter à l'Albanie nouvelle le témoignage de mon amitié et de mon entière solidarité.

Je ne voudrais pas abuser de votre patience, ni trop empiéter sur le déroulement du programme de cette soirée, mais je tiens quand même à vous dire dans quelles conditions j'ai découvert l'Albanie et comment je suis devenu son ami.

C'était en 1962, alors que le bouffon Krouchtchev faisait la loi en U.R.S.S. et était considéré par certains comme le grand homme du Mouvement Communiste mondial.

Furieux de ce que les dirigeants du Parti du Travail d'Albanie osaient lui tenir tête et n'acceptaient pas de s'aligner sur ses conceptions révisionnistes, il avait rompu les relations diplomatiques avec ce pays frère, retiré en moins de 48 heures tous les techniciens soviétiques qui y travaillaient, arrêté toute aide économique, organisé un véritable blocus pour asphyxier ce petit pays et lancé une campagne diffamatoire, reprise par tous ses partisans en France, accusant les dirigeants albanais de se maintenir au pouvoir par la terreur sanguinaire, d'opprimer honteusement le peuple albanais, etc.

J'étais à cette époque et depuis fort longtemps, membre du « Parti de Maurice Thorez ». J'essayai donc de demander des explications à mes dirigeants sur leur changement d'appréciation quant à l'Albanie socialiste pour laquelle quelques mois auparavant ils ne tarissaient pas d'éloges.

Aucune réponse valable ne nous ayant été fournie, nous décidâmes, ma compagne et moi, d'aller voir sur place ce qu'il en était.

Notre projet se réalisa en 1963 grâce à l'ambassadeur d'Albanie en France de cette époque, le très regretté camarade Kristaq Misha. Il nous fit confiance malgré notre appartenance et notre attachement à un Parti qui traitait l'Albanie comme un ennemi du « camp socialiste ».

Notre départ, par nous propres moyens et à nos frais, eut lieu pas bien longtemps après la publication par « Le Monde », au mois de juillet 1963, d'un soi-disant reportage sur l'Albanie où il était question de barbelés interdisant l'accès de certaines rues et quartiers de Tirana, d'une population en proie à la famine qui avait dévoré tous les chiens de la ville, et j'en passe !

Tout se coalisait donc pour nous dissuader de nous rendre dans ce pays inconnu où régnait la terreur, paraît-il !

Je ne m'étendrais pas sur ce que nous avons constaté à notre arrivée et durant notre séjour de plus d'un mois, car j'ai là, le double de la lettre que j'écrivis de Tirana à mon secrétaire fédéral. Elle n'est pas longue, mais elle résume fort bien et nos impressions et nos décisions qui ont dicté notre ligne de conduite antirévionniste depuis cette date.

La voici :

Tirana, le 12 septembre 1963.

Cher camarade,

Tu seras sans doute étonné de recevoir cette lettre venant d'un pays socialiste que la presse de notre parti présente maintenant sous les couleurs les plus sombres.

Il y a bientôt 3 semaines que nous sommes ici après un long voyage que nous avons entrepris à nos frais ;

Nous avons visité des combinats textiles, des entreprises diverses, de raffineries de pétrole, des fabriques de meubles, de tapis, de conserves, etc.

Nous avons aussi visité des fermes d'Etat et des coopératives agricoles, des maisons de repos et des camps de pionniers. Nous nous sommes mêlés à la foule incroyablement dense dans les rues de Tirana, de Korça, de Durres, etc.

Nous avons assisté à des représentations théâtrales, à des séances de cinéma, même à un match international de football Albanie-Bulgarie, arbitré par des Yougoslaves.

Nous avons eu divers contacts avec des dirigeants du parti, d'entreprises, de fermes, de coopératives, à tous les niveaux, y compris le plus élevé.

Je dois te dire en toute franchise que jamais je n'aurais pu imaginer qu'il y ait une telle union entre le peuple et les dirigeants. Jamais je n'aurais pu imaginer des dirigeants (à tous les échelons) aussi simples, aussi modestes, aussi aimés et respectés par la population.

Jamais je n'aurais pu imaginer une population aussi libre, aussi sympathique, aussi hospitalière, qui travaille partout avec ardeur mais sans contrainte. C'est vraiment difficile de dire ce que l'on sent avec des mots, mais je pense sincèrement que si l'on veut comprendre le sens du mot « fraternité », ce n'est pas dans le dictionnaire qu'il faut chercher, mais venir ici en Albanie socialiste.

C'est dire que tout ce qu'on a pu raconter dans notre presse comme dans la presse bourgeoise sur la prétendue « oppression du peuple albanais », sur la prétendue « tyrannie » des dirigeants qui ne se « maintiendraient au pouvoir que par la terreur sanguinaire », n'est qu'un vil tissu de mensonges et d'odieuses calomnies. Certains ont parlé de barbelés, de régime policier, de dirigeants coupés du peuple, etc.

Mais nous, nous n'avons vu de barbelés nulle part, nous avons vu des policiers débonnaires, sans armes, qui règlent la circulation dans les rues ; nous avons pu comme toute le monde aller où bon nous semble et photographier ce qui nous plaît.

Nous avons vu le siège du comité central gardé (?) par un seul policier et le siège du gouvernement, en face, pas gardé du tout !

Nous avons vu des ministres, des généraux, des dirigeants du Parti, se promener dans les rues mêlés à la foule très simplement, en famille le plus souvent. Nous avons même eu l'occasion, dans une maison de repos située tout près de la frontière yougoslave, d'être présentés au Président de la République, et à cette occasion l'immeuble était gardé par un policier en tout et pour tout. Pas d'escorte, pas d'apparat, pas de garde... Simplicité et modestie, là comme partout.

Samedi dernier, 7 septembre, nous avons participé aux obsèques du ministre de la Construction, mort à 46 ans, ancien chef de partisans, comme tous les dirigeants du parti et de l'Etat. A cette occasion aussi, nous avons été témoins de l'union intime des dirigeants et du peuple. Toute la population de Tirana était là pour encadrer le cortège et c'était vraiment émouvant de voir tout ce peuple réellement en larmes. Au cimetière, la foule était mêlée aux dirigeants que personne ne gardait, et au retour, tous s'en retournaient à pied vers le centre de la ville en parlant des mérites de leur camarade disparu.

C'est d'ailleurs ce jour-là, devant tant de témoignages qui contredisent tous les mensonges habituels, que j'ai décidé de t'écrire pour t'informer et te faire part de nos pensées.

Preuves en mains, nous savons maintenant qu'on ment aux communistes français.

Preuves en mains, nous savons que le blocus économique auquel l'Albanie est soumise de la part de l'U.R.S.S. et d'autres pays socialistes n'avait et n'a aucune justification, sinon de faire plier ses dirigeants pour qu'ils renoncent à soutenir le point de vue du Parti Communiste Chinois.

Pour employer ainsi des calomnies aussi odieuses et se livrer à un blocus aussi inhumain, il faut que vraiment on défende une bien mauvaise cause !

Alors ne sois pas étonné si, rejetant toutes ces calomnies et reprouvant tous les moyens de pression et toutes les provocations, nous nous déclarons amis de l'Albanie socialiste et partisans résolus des thèses marxistes-léninistes du Parti Communiste Chinois contre les thèses révisionnistes de Krouchtchev et Tito.

Je n'ai plus rien à ajouter, sauf que je te fais confiance comme je fais confiance à tous les vrais communistes, car c'est à la suite d'une propagande intense et mensongère que vous défendez les positions révisionnistes de Krouchtchev et Tito.

Je suis à ta disposition, à partir du 23 septembre, pour m'expliquer plus longuement si tu le désires, en tête à tête de préférence et en toute amitié, chez moi ou ailleurs.

Même si ma lettre doit te causer quelque peine, sache qu'elle exprime exactement et loyalement nos sentiments de communistes honnêtes et sincères, et que c'est en toute amitié que nous t'envoyons de Tirana nos meilleures pensées pour toi et les tiens.

Voilà !

A part mes illusions sur la possibilité de convaincre des dirigeants permanents du Parti révisionniste, aujourd'hui, plus de 6 ans après cette escapade qui m'a valu, vous vous en doutez, pas mal d'histoires et de luttes de tous genres, je n'ai rien à retrancher au contenu de ce document.

D'autres voyages, d'autres constatations, beaucoup d'autres expériences concrètes, m'ont permis de renforcer mes convictions et mon amitié pour l'héroïque peuple albanais et ses dirigeants avec à leur tête le camarade Enver Hodja, ses aussi compétents que simples, modestes et populaires.

C'est pourquoi en m'excusant d'avoir un peu trop abusé de votre patience, je vous engage tous à devenir, comme moi-même et comme bien d'autres, de fervents amis de l'Albanie nouvelle, de vrais et fervents amis de 2 millions d'Albanais qui ne craignent pas les ennemis qui les menacent, sûrs de leurs propres forces qui ont fait leurs preuves, sûrs aussi d'avoir des soutiens dans le monde entier, parce que, comme le dit avec raison André Fontaine dans « Le Monde » de lundi dernier : « Ils se sentent adossés à l'immense Chine et à tous ceux qui, du Vietnam à l'Amérique latine, en passant par le Proche-Orient, voire par le Quartier latin, mettent en question par le fusil et par la parole, la domination de l'Argent ».

Vive donc le 25^e anniversaire de la fondation de la République Populaire d'Albanie, bastion inexpugnable du socialisme et du marxisme-léninisme en Europe !

Vive l'amitié entre le peuple français et le peuple albanais !

La semaine dernière, nous avons relaté rapidement le déroulement de notre meeting sur le 25^e anniversaire de la libération de l'Albanie.

Nous avons publié intégralement l'intervention du camarade R. Casas.

Nous publions aujourd'hui l'intervention du camarade F. Marty.

Nos lecteurs comprendront que la relation de faits déjà vieux dépassent de beaucoup le cadre de souvenirs personnels et intéressent directement tous les marxistes-léninistes en France.



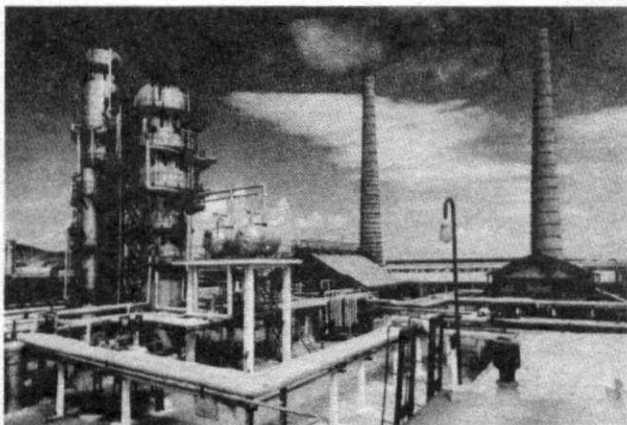
La jeunesse albanaise déplace les montagnes.



Les cadres participent aux travaux des champs.



Ouvrières et cadres féminins sur la même machine.



Raffinerie de pétrole à Fien.

TOULON : PERSONNELS D'ENSEIGNEMENT HALTE AUX MUTATIONS ARBITRAIRES

Dans un lycée de l'agglomération toulonnaise, un membre titulaire du personnel administratif est sur le point d'être muté dans un autre établissement de l'académie. Le Rectorat en prenant cette décision se réfère à une circulaire de 1966 non parue au B.O., relative aux effectifs des établissements qui est un barème minimum et non un plafond : il s'agit d'une violation caractérisée du Statut de la fonction publique.

Qui plus est, les personnels d'enseignement encore persuadés des vertus de la participation s'aperçoivent avec stupeur que le conseil d'administration qui regroupe les représentants des différents personnels n'a pas été consulté et que la décision démasque clairement la véritable nature de la participation bourgeoise.

La base des syndiqués réagit et propose une A.G. Le bureau intersyndical constitué insiste sur « le caractère juridique contestable » de la décision. Mais les catégories les plus défavorisées de l'établissement proposent une grève immédiate d'avertissement le lundi 24 novembre. Les éléments progressistes insistent sur le fait que la grève est la seule réponse valable dans la situation actuelle et que les plus belles délégations au Rectorat ne peuvent en rien obliger la bourgeoisie à

respecter sa propre légalité. Les syndicats mis au pied du mur font voter le principe de la grève qui est adopté à la majorité ; le principe de la délégation est néanmoins retenu. Celle-ci se rend au Rectorat de Nice le 20 novembre où l'on prend bien note des décisions de l'A.G.

Le résultat immédiat de la délégation au Rectorat ne se fait pas attendre : le lendemain, le membre du personnel administratif touché par la mesure rectorale reçoit son avis de mutation à partir du 1^{er} décembre ! La seconde conséquence c'est que le refus d'organiser immédiatement, même dans des délais relativement courts, une action de masse par une réponse du tac au tac aux décisions arbitraires, laisse planer le doute sur les véritables intentions des syndicats et démobilise en dernière instance les membres du personnel. Il est évident que la grève de 24 heures pour les syndicats enseignants dans la situation présente reste l'arme suprême dont il faut user en désespoir de cause. Les responsables du S⁵ sont incapables de répercuter un appel à la solidarité dans tous les S⁵ de l'académie. L'argument est qu'il ne serait pas suivi. Outre le fait que la démonstration reste à faire, il n'en demeure pas moins vrai qu'on enterre ainsi dignement l'action et la combati-

tivité de la base des personnels de l'Education nationale.

Le fond du problème est que les autorités rectorales jouent sur l'hésitation des syndicats à s'engager dans une action responsable et conséquente contre l'arbitraire. Connaissant très bien les problèmes complexes et variables d'une catégorie à l'autre, les mesures gouvernementales s'appliquent d'abord aux catégories les plus défavorisées (C et D). Faut-il rappeler que les personnels administratifs font 32 heures par semaine au minimum, qu'ils ont 4 semaines de congés annuels et que leur situation est rendue plus précaire par l'intégration des officiers (un nouveau projet de décret est à l'étude) qui gagnent deux à trois fois plus qu'un débutant ? Tous ces éléments doivent nous rendre vigilants et nous voir prêts à opposer aux décisions unilatérales des agents du pouvoir bourgeois une réponse ferme par l'action massive des personnels à l'intérieur des établissements du second degré. Nous vous tiendrons au courant de la grève, de ses prolongements et de la tactique adoptée par les éléments progressistes après la grève.

Nous avons reçu de notre correspondant les suites de cette lutte. Nous passerons l'article de notre correspondant la semaine prochaine.

P. "C." F. : PROPRIÉTAIRE IMMOBILIER EN RÉGIME CAPITALISTE

« Tout le monde sait maintenant que la direction révisionniste du Comité central du P. "C." F. va s'installer royalement à Paris dans un grand building en verre de 7 étages, d'un coût de plusieurs centaines de millions d'anciens francs. Nous pouvons constater que cela n'a pas ruiné les fédérations et qu'il resterait même encore un peu d'argent.

En effet, la Fédération du Puy-de-Dôme (elle serait en crise à cause des « Garaudistes » du secrétariat : Garaudy fut professeur à l'université de Clermont-Ferrand. On dit que des têtes vont tomber lors du lavage de linge avant le congrès) à l'image du Comité central veut aussi son siège. Nous ne sommes peut-être pas encore en « Démocratie avancée », mais « nous sommes » suffisamment en démocratie bourgeoise pour ne pas craindre d'être un jour interdit comme le Parti

Communiste Marxiste-Léniniste Français, et donc de devenir propriétaire. Que diable le fascisme ne menace pas et il vaut mieux acheter des briques en dur que des mitraillettes.

Comme on pourra le constater à la lecture de la première liste de souscription « certains qui ont des ressources modestes ont fait des dons importants ». Qu'en pensez-vous, amis lecteurs, et vous les smigards ? Admirez cette première liste : Anonymes : 300 00 AF ; 100 000 AF ; 600 000 AF, voilà pour les trois premiers souscripteurs qui avaient été avertis les premiers. Vraiment ! des camarades modestes, et trop connus pour oser annoncer leurs revenus et leurs noms. S'agit-il des annonceurs capitalistes de l'Humanité-Dimanche ou de « Regards sur l'Auvergne ». Venant des révisionnistes, plus rien ne nous étonne. Eux qui ont

l'habitude de voir « les fonds secrets » partout. Ces trois souscripteurs anonymes ne sont-ils pas secrets ? Ces trois modestes anonymes font à eux seuls la brique toute ronde. C'est un peu fort. Et le titre de l'article proclame : « Déjà un million », c'est bien cela qui compte politiquement et non le petit argent du petit peuple.

Ensuite, comme seizième souscripteur on trouve le jeune H. Rinaldi, secrétaire permanent de la Fédé, avec 50 000 AF. Autrefois, les permanents avaient des payes d'ouvriers qualifiés. Par contre, on trouve également que la « collecte Fête » ne fait que 47 000 AF, moins que Rinaldi. Or, selon les communiqués cette fête fut un succès sans précédent ayant rassemblé « des milliers de participants ». Alors ?

« D'un côté (Rinaldi) ça paye ! De l'autre (fête) ça eu payé, mais ça paye plus ! » comme dirait le Clermontois Fernand Raynaud.

Un artisan nous écrit sur la composition sociale du C. I. D.

Il y a actuellement à l'intérieur du C.I.D. une lutte entre deux tendances : une tendance de lutte et une tendance réformiste, de compromis.

Pour comprendre comment s'opère la distinction, il faut tenter d'analyser les couches en présence dans l'organisation.

Une première différenciation vient du fait que coexistent des artisans et des petits commerçants. Les artisans possèdent leurs moyens de production (atelier, outils) et se livrent à un travail manuel ; ils sont des producteurs. Alors que les petits Commerçants ne se livrent pas à un travail manuel, et possèdent un petit capital. Les artisans disparaissent beaucoup plus vite, puisqu'ils ont eu à subir depuis très longtemps la concurrence des monopoles. Les petits commerçants, même s'ils sont condamnés, disparaissent moins vite, la monopolisation du commerce (Super-Marchés, Monoprix, etc.), ayant commencé plus récemment. Au niveau idéologique, les artisans se rapprochent davantage du prolétariat, alors que les petits commerçants ont plutôt tendance à avoir une mentalité de petits capitalistes aux abois (nationalisme, fascisme, surtout visible chez les charcutiers, les bouchers). Ceci est la raison d'un premier clivage entre les deux tendances.

Nous remarquons cette différenciation en comparant les sections du Nord (Lille, Tour du Pin), principalement formées d'artisans, ou de petits commerçants au capital insignifiant, que l'on connaît pour leurs luttes dures, et celles de la région parisienne, principalement formées de petits commerçants, les artisans étant plutôt regroupés dans leurs syndicats traditionnels : ces commerçants sont plutôt portés vers le compromis.

Une seconde différenciation s'opère au sein des petits commerçants entre ceux qui ont une clientèle uniquement ouvrière et ceux qui ont une clientèle hétérogène (ouvriers, petite bourgeoisie). Les pre-

miers ont conscience de la liaison de leurs intérêts à long terme avec ceux du prolétariat ; leur lutte est plus radicalisée.

Nous remarquons cette différenciation en comparant les sections du Nord (Lille, Roubaix), où les commerçants travaillent sur des marchés fréquentés uniquement par des ouvriers, et celles de la région parisienne, où la clientèle est très diversifiée. Dans leurs tracts, les premiers lient leurs luttes à celles des ouvriers et même des étudiants, mais pas les seconds.

Une troisième différenciation a une origine régionale : certaines régions de France sont davantage dans la misère que d'autres, et il en résulte un durcissement des luttes.

Nous remarquons cette différenciation en comparant les sections du Midi à celles de la région parisienne, où le niveau de vie est plus élevé.

Quelques mots maintenant sur les statuts du C.I.D. Avant de les critiquer valablement, il s'agit de comprendre ce qui a dirigé leur élaboration, et non, en prenant les articles un à un, les critiquer dans l'absolu (comme le fait, par exemple, Ligne Rouge).

Ce qui est critiqué dans les statuts nationaux du C.I.D., c'est son « apolitisme ». Qu'est-ce que ce mot recouvre ? Le fait que tout adhérent à un parti politique ne peut avoir de responsabilités au sein du C.I.D. Dans l'esprit des dirigeants du C.I.D., cela a été fait pour ne plus retomber dans les manipulations à la Poujade (membre de l'U.D.R.).

Un côté très positif est que l'organisation refuse le système des permanents : les responsables doivent continuer leur travail.

Les sections départementales affiliées au C.I.D. peuvent avoir leurs statuts propres. Il faut remarquer certaines sections du Nord, particulièrement anti-poujadistes, où les statuts stipulent qu'un nouveau membre doit obligatoirement être présent

par deux militants, de manière à être sûr des militants.

Actuellement, la tendance au compromis, semble l'emporter. Cela peut s'expliquer pour plusieurs raisons :

— Nicoud représentait la lutte radicale ; sa « disparition » et son emprisonnement ont entraîné un découragement. Sa récente libération témoigne de la volonté du pouvoir d'« apaiser » les petits commerçants et artisans pour éviter de se battre sur plusieurs fronts à la fois, les fronts ouvrier et paysan étant déjà très agités. Nicoud a exprimé le désir de « continuer la lutte », les petits commerçant et artisans jugeront sur les actes.

— Les militants du C.I.D. espéraient encore obtenir quelque chose du ministre, et certains ont été déçus.

— Le fait que la classe ouvrière n'est pas encore capable d'impulser une juste direction révolutionnaire du fait de l'emprise des révisionnistes et réformistes à leur lutte fait que ces militants ne voient pas clair dans leur situation : n'étant pas guidés par une ligne stratégique sûre, ils sont incapables de surmonter leurs déceptions momentanées.

La tâche des révolutionnaires vis-à-vis de ces couches sociales doit être :

— de rallier à eux la majorité, en expliquant inlassablement que ces couches sociales sont historiquement condamnées, mais que le socialisme leur permettra de se reconstruire, dans le cadre d'une économie collectivisée au service du peuple ;

— d'isoler la minorité d'éléments réactionnaires qui tentent de faire dévier la lutte des petits commerçants et artisans vers des objectifs réformistes, ou même fascistes dans leur fond (« lutte » contre le monopolisme, en prônant le retour à un capitalisme de libre échange).

Ouvriers, petits commerçants, artisans, tous unis contre l'ennemi commun : les monopoles ! Vive le socialisme !

Un petit commerçant affilié au C.I.D.

« LA VIE EST A NOUS », FILM MILITANT UN DOCUMENT PASSIONNANT

L'étude des grands moments des luttes populaires en France, et l'étude de l'histoire du parti qui fut longtemps le guide du prolétariat avant de dégénérer en un parti révisionniste, le Parti Communiste Français, sont pour nous, militants marxistes-léninistes, une nécessité impérieuse. Nous le comprenons mieux encore quand nous découvrons « La Vie est à nous » (1), film tourné en 1936 sur l'initiative du P.C.F., film passionnant, document précieux pour cette étude et pour la compréhension de ce que peut être un cinéma politique.

Ce film fut réalisé bénévolement par une équipe de techniciens, d'artistes et d'ouvriers sous la direction du P.C.F. Les fonds nécessaires furent ramassés par une collecte réalisée à la suite de meeting : 50 kilos de pièces de monnaie. Le film fut projeté dans les meetings électoraux du P.C.F., puis disparut, détruit par les fascistes, enterré par le révisionnisme.

Le film nous montre comment le P.C.F. dirigea la lutte contre le fascisme, contre la misère. On nous montre sous leur véritable visage les ennemis du peuple, les « 200 familles », ces maîtres du capitalisme français de 1936, et leurs laquais fascistes. Quelques images pour montrer le lien entre ces bourgeois apparemment inoffensifs qui défilent derrière le fasciste de La Roche, et les troupes nazies ou fascistes de Mussolini en train de massacrer.

Voilà, de façon expressive, dénoncé le péril fasciste en France, et les spectateurs du film, animés de haine contre ces assassins. En face de cette menace, un ouvrier s'écrie : « Seul le P.C.F. peut lutter ».

Et cet enthousiasme pour son parti du prolétaire de 1936, la suite du film nous le fait comprendre, comme elle nous explique l'attachement sentimental des prolétaires de 1969 au parti révisionniste, à qui nous devons sans cesse apporter des preuves de la trahison du P. "C." F. après la guerre ; le film nous permet de comprendre ce qu'était alors le rôle des communistes, l'agitation incessante réalisée par les diffusions de « L'Humanité », la liaison entre le parti et les masses.

Le film lie de façon remarquable la vie et la théorie. Nous voyons Lénine, Staline, Dimitrov, et le spectateur comprend au fil des images qu'ils sont aussi les guides de l'action des masses en France... Ceci explique que les révisionnistes ont eu tout intérêt à faire disparaître ce film. A nous, fidèles à Lénine et Staline, de le faire connaître.

La foule des manifestants scande : « Unité d'action ». Et nous voyons les militants communistes œuvrer à cette union des couches populaires ; nous assistons à une réunion de cellule et les déviations de type anarchiste (tout casser) sont habilement dénoncées... Ce film a l'efficacité d'un tract et d'un manuel réunis ! On nous montre le déclenchement d'une grève, la lutte pour la défense des paysans expropriés, le ralliement d'intellectuels. Nous écoutons l'Internationale, La Varsovienne, tous nos chants révolutionnaires. Thorez, Duclos (celui de 1936), Cachin parlent du parti.

Film enthousiasmant ! Tout ne m'a pourtant pas paru rigoureusement juste : il semble, à voir ce film, que le P.C.F. ait eu du mal à lier la lutte pour la défense économique du peuple aux perspectives politiques de cette « République de France des Soviets » dont parle Thorez. Sans être électoraliste, le film esquisse la question de la prise du pouvoir, et passe sous silence la nécessité de la violence révolutionnaire. On nous parle de l'unité de tous les paysans sans nous montrer que la lutte de classes divise « la paysannerie ». Le ralliement des sympathisants (l'intellectuel surtout) semble manquer de fondement politique.

A partir de ce film, nous pouvons esquisser l'examen de ces erreurs qui firent échouer le Front Populaire pour apprendre à ne pas les renouveler.

Nous comprenons mieux aussi ce que peut-être l'art au service de la révolution pas un art ennuyeux à coup de citations, comme voudraient nous le faire croire nos dogmatiques, mais un spectacle vivant, passionnant, émouvant, révoltant, drôle. Sur ce point aussi ce film peut nous aider.

A la sortie de ce film militant, une vendeuse de « clarté » révisionniste, ce torchon de luxe pour bibliothèque de bourgeois... Raccourci saisissant de la dégénérescence révisionniste.

Ce film nous remplit de courage pour entraîner les masses derrière notre drapeau rouge.

Vive le marxisme-léninisme !

Vive le communisme !

Un militant étudiant marxiste-léniniste.

(1) Studio de la rue Git-le-Cœur, Paris-6^e.

EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(12)

QUEL POUVOIR VOULONS-NOUS INSTAURER ? (I)

Nous avons vu, dans leurs grandes lignes, la question de la prise du pouvoir et la préparation de cette prise du pouvoir par un front uni, dans les conditions de notre pays. Il reste à voir une question fondamentale : quel pouvoir instaurerons-nous une fois abattu celui de la bourgeoisie ? La nature de ce pouvoir découle du caractère de notre révolution, des tâches qu'elle aura à accomplir.

NECESSITE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Dans notre pays à l'heure actuelle les contradictions qui opposent le prolétariat et le reste du peuple à la bourgeoisie ne peuvent être résolues que si l'on ose supprimer le système capitaliste d'exploitation, si on le remplace par un système où les besoins du peuple, et non la recherche du profit par des groupes privés, guident le développement social ; pour reprendre ce que disait Lénine dans la « catastrophe immédiate et les moyens de la conjurer », le capitalisme monopoliste d'Etat est l'antichambre du socialisme, l'étape de l'Histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme, et le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'Etat mis au service du peuple entier et qui pour autant a cessé d'être un monopole capitaliste. Et poursuit Lénine, à partir des monopoles on ne saurait avancer, on ne saurait résoudre quelque problème que ce soit dans le sens des intérêts du peuple si l'on se refuse à marcher au socialisme. Lénine ajoute : « Craindre d'avancer équivaut à reculer ».

Comment avancer au socialisme ? Un seul moyen : exproprier les capitalistes. Et pour réaliser cette expropriation il faudra d'abord détruire le rempart de la propriété privée des capitalistes, l'Etat et son appareil armé ; pour cela le prolétariat doit prendre les armes et établir sa dictature. La question du pouvoir, aussi bien de la prise du pouvoir que de sa consolidation, est la question fondamentale. On ne peut parler de « socialisme » ou de « marche vers le socialisme » comme le fait le P. C. F., si l'on refuse les moyens qui découlent des objectifs que l'on se fixe.

Et refuser les moyens révolutionnaires c'est, au fond, ne pas vouloir réaliser le but final.

C'est la nature de ce pouvoir dans son aspect général et dans son aspect particulier, spécifique aux conditions qui sont les nôtres que nous allons examiner. L'aspect général c'est que ce sera un pouvoir qui exercera la dictature sur les exploités et assurera la plus large démocratie pour le peuple ; d'autre part le prolétariat aura dans le nouvel Etat un rôle prépondérant. L'Etat nouveau sera donc un Etat de dictature du prolétariat.

LES FORMES PARTICULIERES DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Mais la dictature du prolétariat revêt des formes différentes suivant les conditions concrètes de chaque révolution. En U.R.S.S. la forme qu'a pris la dictature du prolétariat fut le pouvoir des Soviets où se réalisait l'alliance de la paysannerie pauvre et du prolétariat ; en Chine la dictature du prolétariat a pris la forme de la dictature démocratique populaire et de son système politique où se réalise l'alliance du prolétariat, de la paysannerie et de la bourgeoisie nationale.

Notre révolution aura lieu dans un pays capitaliste monopoliste d'Etat où le développement du capitalisme a depuis longtemps liquidé le féodalisme. Même la révolution prolétarienne d'Octobre 1917 a eu à réaliser d'abord les tâches d'une révolution démocratique. Lénine en 1921, au III^e congrès de l'Internationale communiste, disait : « en Russie les paysans ont plus profité de la révolution que la classe ouvrière. Aucun doute ne saurait subsister à ce sujet. Du point de vue théorique, cela montre naturellement que notre révolution a été bourgeoise dans une certaine mesure ». Et quelques mois plus tard il constatait : « ce qui est entièrement achevé dans notre révolution c'est seulement son œuvre démocratique bourgeoise » (« Sur le rôle de l'or... »). La révolution soviétique comme la révolution chinoise a eu d'abord à liquider le féodalisme et à construire les bases de l'industrialisation du pays. Nous n'aurons pas ces tâches à accomplir. Par contre, si nous sommes un pays capitaliste développé, nous sommes parmi les pays de ce type un des plus arriérés. La concentration capitaliste est beaucoup plus faible dans notre pays qu'en Allemagne ou aux U.S.A., le petit capitalisme représente un secteur important, capitalisme dispersé, employant quelques dizaines d'ouvriers, est important numériquement et coexiste avec les monopoles. Par ailleurs la révolution bourgeoise dans notre pays a fait naître un secteur important de petite production et une masse importante de petite bourgeoisie salariée satellite de l'Etat et des activités capitalistes, en particulier dans l'administration et le secteur improductif.

Gagner la petite bourgeoisie, satisfaire les revendications vitales, organiser sa transformation socialiste par la coopération pour la fraction qui est propriétaire, reconstruire dans des activités socialement utiles la petite bourgeoisie salariée liée aujourd'hui au capitalisme dans des activités parasitaires : voilà des tâches que nous devons mettre sur les rails dès le lendemain de la prise du pouvoir.

Cette petite bourgeoisie, instable et oscillante, participera à la vie démocratique ; de ce fait certains de ses représentants participeront aux organes de base du pou-

voir d'Etat, à ce qui chez nous tiendra lieu de soviets. En ce sens (mais en ce sens seulement) la petite bourgeoisie participera au pouvoir. La lutte politique et idéologique sera vive entre elle et le prolétariat et il faudra que le prolétariat sache la mener.

C'est pourquoi l'avant-garde marxiste-léniniste commence d'ores et déjà à préciser pour les éléments politiquement avancés des classes petites bourgeoises notre programme pour l'étape qui suivra immédiatement la prise du pouvoir. Il faut préciser et expliquer à ces classes la place qu'elles auront dans le système politique et social issu de la révolution, première phase de la société socialiste dans notre pays.

Ce système politique et social nous l'avons appelé « démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat ». Nous entendons par là la première forme qu'aura dans notre pays le socialisme et la dictature du prolétariat et non pas, bien entendu, une étape intermédiaire entre la dictature bourgeoise et la dictature prolétarienne comme le propose le P. C. F. avec la « démocratie avancée ». C'est pourquoi jamais nous ne séparons dans notre propagande *démocratie populaire de dictature du prolétariat*. C'est dans cette première phase du socialisme que toute une série de mesures de transition vers le socialisme seront prises à l'égard des secteurs petits bourgeois.

Ce sont tous ces aspects du pouvoir que nous voulons établir que l'on va maintenant voir un par un :

- 1^o Nécessité d'une dictature sur les exploités.
- 2^o Rôle prépondérant, dominant du prolétariat qui fait de cette dictature une dictature du prolétariat.
- 3^o Place de la petite bourgeoisie dans l'Etat et la vie démocratique.
- 4^o Mesures de transitions et système économique de la démocratie populaire.

Bien sûr, comme dit Lénine « L'histoire des révolutions est toujours plus riche de contenu, plus variée, plus multiforme, plus vivante, « plus ingénieuse » que ne le pensent les meilleurs partis, les avant-gardes les plus conscientes des classes les plus avancées » (« La maladie infantile du communisme »). Les soviets furent une création des masses qui apporta une solution vivante à la question de l'appareil d'Etat. De même chez nous des solutions nouvelles seront trouvées par les masses au cours de la révolution pour régler cette question. Aussi ne s'agit-il ici que d'indiquer les lignes directrices, les grands traits qu'aura le pouvoir issu de la révolution.

1. LA DICTATURE SUR LES EXPLOITEURS

Une fois le pouvoir pris il faut le garder ; il faut briser la résistance armée des exploités et leur inspirer de la crainte. La nécessité de soumettre les exploités à une dictature découle de l'analyse que les marxistes-léninistes ont toujours faite du pouvoir de la bourgeoisie : une dictature violente de la minorité contre la majorité.

C'est ce que les révisionnistes feignent de ne pas comprendre :

« Epris de démocratie « pure », dont il ne voit pas le caractère bourgeois, il soutient avec une belle logique que la majorité, du moment qu'elle est majorité, n'a pas besoin de « briser la résistance » de la minorité, de la « réprimer par la violence » ; il lui suffit de réprimer les cas de violation de la démocratie » (« La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »).

C'est ce même refus d'exercer la dictature sur la minorité des exploités, que présente le « Manifeste » du P. C. F. :

« Dans une France socialiste, les droits de la minorité seront respectés dès lors qu'ils s'exercent selon la règle démocratique, dans le cadre de la légalité établie par la majorité.

Le pouvoir socialiste des travailleurs et de leurs alliés exercera par contre toute la rigueur de la loi à l'endroit de tous ceux, individus ou groupements, qui contreviendraient à la légalité et se livreraient à une action visant à détruire le socialisme, et avec lui la démocratie. »

voilà bien la logique de Kautsky à l'œuvre : on laisse la minorité des exploités bénéficier de la démocratie et on se contente de réprimer les cas de violation de la légalité.

Avec la révolution, la majorité arrive au pouvoir ; mais même alors un exploité, un ouvrier, n'a pas le même poids qu'un exploitateur : tant que le socialisme intégral n'est pas construit, tant que les classes existent, l'inégalité existe. La révolution ne fait pas en un éclair disparaître la bourgeoisie ; même si elle l'exproprie elle ne l'extermine pas :

« On peut défaire d'un coup les exploités, par une insurrection victorieuse dans la capitale ou une révolte des troupes. Mais à part quelques cas très rares, exceptionnels on ne peut les anéantir d'un seul coup. On ne peut d'un coup exproprier tous les propriétaires fonciers et tous les capitalistes d'un pays de quelque importance. Ensuite, l'expropriation à elle seule, en tant qu'acte juridique ou politique, est loin de résoudre le problème, car il faut destituer en fait les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, les remplacer en fait par une autre gestion — gestion ouvrière — des usines et des domaines. Il ne saurait y avoir d'égalité entre les exploités qui, durant de longues générations, s'étaient distingués

par leur instruction, par leur train de vie et par les habitudes acquises, et les exploités dont la masse, même dans les républiques bourgeoises les plus avancées et les plus démocratiques, reste accablée, inculte, ignorante, craintive, divisée. Longtemps après la révolution les exploités conservent nécessairement une série de réels et notables avantages : il leur reste l'argent (impossible de le supprimer d'un coup), certains biens immobiliers, souvent considérables ; il leur reste des relations, des habitudes d'organisation et de gestion, la connaissance de tous les « secrets » de l'administration (coutumes, procédés, moyens, possibilités) ; il leur reste une instruction plus poussée, des affinités avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie) ; il leur reste une expérience infiniment supérieure de l'armée militaire (ce qui est très important), etc. » (« La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »).

La grande révolution culturelle chinoise a confirmé et développé cette analyse de Lénine ; elle a montré amplement que la bourgeoisie conserve, en particulier au niveau des superstructures (université, ingénieurs, savants, etc.) des pouvoirs importants et que là où elle domine un peu l'ouvrier n'est pas sur un pied d'égalité avec un bourgeois (à l'université, par exemple).

C'est pour redresser la barre dans l'autre sens, maintenir le rôle dominant de la classe ouvrière que l'on doit refuser la démocratie à la bourgeoisie ; il faut lui refuser certaines libertés, lui refuser l'égalité (par exemple tenir compte dans les études de l'origine de classe des étudiants, favoriser ceux qui ont une origine populaire).

« L'indice nécessaire », dit Lénine, « la condition expresse de la dictature, c'est la répression violente des exploités comme classe et par suite la violation de la « démocratie pure », c'est-à-dire de l'égalité et de la liberté à l'égard de cette classe. » (« La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »).

En Russie soviétique cette violation de la démocratie à l'égard des exploités consistait par exemple à leur refuser le droit de vote et à les exclure des soviets ; en Chine, les fonctions de cette dictature sont « arrêter, juger et condamner certains contre-révolutionnaires et retirer, pour un temps déterminé, aux propriétaires fonciers et aux capitalistes bureaucratiques le droit de vote et la liberté de parole » (1).

La dictature protège le peuple contre les éventuels troubles que peut fomentier la bourgeoisie ; en expropriant les capitalistes, en donnant au peuple : salles de réunions, imprimerie et papier pris aux capitalistes, la dictature permet au peuple d'exercer la démocratie. Mais il ne suffit de donner au peuple les moyens matériels d'exercer la démocratie. Il faut empêcher la bourgeoisie d'intervenir dans cette vie démocratique pour s'infiltrer, se faire éléver (ce qui lui serait facile : elle a de l'instruction, elle parle bien), parvenir ainsi à des postes de direction dans l'Etat et dans le parti. Si on lui laissait le droit à la parole, si on l'admettait dans les soviets, si on lui laissait le droit d'être élue, la bourgeoisie aurait vite fait, en se drapant dans le drapeau rouge, de confisquer à son profit la démocratie. Voilà pourquoi il faut violer la démocratie à son égard.

Garantie par la dictature sur les ennemis du peuple, la démocratie la plus large existe pour le peuple :

« La dictature ne s'exerce pas au sein du peuple. Le peuple ne saurait exercer la dictature sur lui-même, et une partie du peuple ne saurait opprimer l'autre. Ceux qui, parmi le peuple, enfreignent la loi, doivent également être punis selon la loi, mais il y a là une différence de principe avec la répression des ennemis du peuple par la dictature. Au sein du peuple, c'est le centralisme démocratique qui est appliqué. Notre constitution stipule que les citoyens de la République populaire de Chine jouissent de la liberté de parole, de presse, de réunion, d'association, de cortège, de manifestation, de croyance religieuse ainsi que d'autres libertés. Elle stipule aussi que les organes de l'Etat pratiquent le centralisme démocratique, qu'ils doivent s'appuyer sur les masses populaires, que les travailleurs de l'Etat doivent servir le peuple. Notre démocratie socialiste est la démocratie la plus large, une démocratie qui ne peut exister dans aucun Etat bourgeois. »

Mao Tsé-toung.

« De la juste solution des contradictions au sein du peuple. »

Le garant de la démocratie pour le peuple, de la démocratie populaire, c'est la dictature du prolétariat. D'autre part la dictature du prolétariat ne s'exerce pas sur le peuple mais sur les ennemis du peuple.

(1) Mao Tsé-toung : « De la juste solution des contradictions au sein du peuple ».

La semaine prochaine :

Le rôle dominant du prolétariat dans l'Etat (la dictature du prolétariat).

Du Viet-nam à la Palestine :

le peuple en armes démystifie les mensonges de la presse capitaliste

Non contents d'agresser militairement les pays dont les peuples osent s'unir pour vaincre l'oppression (Vietnam, Palestine, Tchad...), les impérialistes agressent les peuples par leur armée d'idéologues, journalistes, politiciens et autres maquignons de « l'opinion publique ».

Le but de ce bourrage de crânes continu est bien sûr de cacher aux peuples les progrès éclatants de la Révolution mondiale, qu'il s'agisse de la révolutionnarisation de l'homme — en Chine, en Albanie —, de la construction du socialisme comme en République Démocratique du Vietnam —, de la libération nationale armée — en Asie du Sud-Est, en Afrique, en Amérique latine — ou de l'essor de toutes les autres luttes de classe — tel en France l'implantation du marxisme-léninisme au détriment du révisionnisme.

Quand ils ne peuvent plus cacher ces victoires, les valets du capital s'ingénient alors à en déformer le sens, avec l'appui précieux des révisionnistes. C'est ce qui se passe actuellement avec la publicité faite sur les massacres impérialistes de Son-my, au Vietnam, ou celle faite à propos de l'attaque d'« El Al » à Athènes, par un commando palestinien.

Son-my, un des centaines d'Oradour du Vietnam héroïque

Plus d'un demi-million d'occupants étrangers sur un territoire équivalent à une douzaine de départements français ; l'armada aérienne et navale la plus vaste du monde ; un tonnage de bombardements *annuel* supérieur à celui reçu par *toute* l'Europe pendant *toute* la Seconde Guerre mondiale ; enfin une férocité des « troupes d'élites » qui fait pâlir de jalousie les rescapés des S.S. Voilà quelques traits du visage monstrueux de la guerre d'agression américaine au Vietnam depuis des années. Depuis neuf années que le F.N.L. mobilise toutes les couches sociales du peuple et mène de victoire en victoire sa juste guerre de libération nationale contre cette hideuse agression impérialiste, quelle agence de presse occidentale a osé dire la vérité, toute la vérité ?

Cette vérité explose cependant, aujourd'hui que le rapport de force entre la révolution vietnamienne et les forces impérialistes est devenu écrasant : les victoires militaires du F.L.N. imposent aux impérialistes yankees la plus grave crise politique intérieure de l'histoire des Etats-Unis ; au point qu'une fraction importante des monpoles U.S. jouent désormais contre Nixon « la carte » du retrait total et immédiat des troupes U.S. du Vietnam. C'est pourquoi les témoins d'atrocités yankees au Vietnam peuvent parler aujourd'hui : leurs accablants témoignages ne sont pas un fait nouveau ; ce qui est nouveau c'est que de grands organes de presse américains (et européens) tributaires de ces groupes monopolistes opposés à Nixon, se font aujourd'hui l'écho puissant de ces révélations.

THE MY LAI MASSACRE

[illegible]

Photo du massacre de My Lai paru dans un journal U.S.

Celles concernant l'Oradour vietnamienne de Son-my, où tout le monde (plus de 500 habitants) a été massacré par les troupes U.S. le 16 mars 1968 est la plus frappante de ces révélations qui secouent l'opinion mondiale et américaine chloroformées par des années de mensonges impérialistes. Mais le réveil (en cours) du peuple américain et des autres peuples coûtera d'autant plus cher aux impérialistes yankees que ceux-ci ont plus longtemps essayé de tromper tant de peuples, dont celui de France (par valets interposés).

En France, nous avons connu aussi ces techniques de bourrage de crâne, des vichystes pendant l'occupation nazie, aux gaullistes pendant la guerre d'agression coloniale contre l'Algérie. C'est donc aux travailleurs de France aussi que s'adresse cette déclaration du 24 novembre du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam :

« ...Le massacre de Son-my et les innombrables autres crimes barbares commis par les Etats-Unis au Sud-Vietnam ont mis au grand jour les allégations trompeuses du gouvernement américain sur les soi-disant « sauvegarde de la liberté » et « défense du droit à l'autodétermination » de la population sud-vietnamienne.

En réalité, les agresseurs américains ont violé grossièrement la liberté et le droit à l'autodétermination de la population sud-vietnamienne. Ce sont précisément plus d'un demi-million de soldats américains et de mercenaires des pays satellites des Etats-Unis qui ont semé quotidiennement la mort et les ruines au Sud-Vietnam.

Les maîtres de la Maison Blanche et du Pentagone doivent assumer l'entière responsabilité de leurs actes criminels. »

«...Plus les Etats-Unis et leurs valets commettent de crimes, plus les forces armées et la population sud-vietnamiennes les haïssent et plus ferme est la détermination de ces derniers d'intensifier leur juste lutte jusqu'à la victoire totale.»

Par ailleurs, le ministère des Affaires étrangères de la

République Démocratique du Vietnam publiait le 25 novembre une déclaration sur le même sujet, et concluait :

« Le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam appelle les gouvernements et les peuples épris de paix et de justice dans le monde, les peuples du monde entier, y compris le peuple américain, à élever leur voix et à prendre des mesures pour arrêter la main sanglante des agresseurs américains, à renforcer leur soutien et leur aide à la juste lutte du peuple vietnamien.

Plus les agresseurs américains et leurs valets se montrent cruels et comptent de prolonger la guerre, plus farouche est la haine que leur voue le peuple vietnamien et plus il est déterminé à réaliser le testament du président Ho Chi-minh et à les punir comme il se doit. Le peuple vietnamien, uni comme un seul homme, ne craignant ni les sacrifices, ni les privations, impulsera opiniâtrement sa lutte contre l'agression américaine pour le salut national jusqu'à ce qu'il recouvre ses droits nationaux. »

Alors qu'elles avaient caché cyniquement et pendant des années ces crimes de génocide contre le peuple vietnamien, alors qu'elles cachent toujours les méthodes non moins criminelles des occupants sionistes de la Palestine occupée, les agences de presse occidentales s'empres- sent de « révéler les crimes » de commandos palesti- niens ; tout comme elles « dénonçaient » autrefois les « bolcheviks-au-couteau-entre-les-dents », les « hordes faméliques » de l'Inde et autres « sauvages » peaux-rouges, peaux-noires, peaux-jaunes quand ce n'est pas le « complot international judeo-marxiste » ou autres « fourmis rouges » de Chine...

« El AL » au service de l'agression impérialiste en Palestine

Parce qu'un enfant y a été malencontreusement tué, les agences de presse bourgeoises viennent en effet de monter en épingle et de complètement déformer l'attaque par un commando palestinien d'un bureau de « El Al » à Athènes.

Cette compagnie aérienne israélienne a été créée — tout comme « l'Etat » usurpateur d'Israël — par l'impérialisme pour relier les grandes capitales impérialistes à la tête de pont de pénétration impérialiste au Moyen Orient qu'est « Israël ». Elle y achemine notamment des fonds et des recrues. Elle sert en outre au transit d'aviateurs de l'armée sioniste qui s'entraînent aux Etats-Unis et elle forme aussi des pilotes qui iront demain (sur des « Phantom » U.S. ou des « Mystères » français, et s'il est encore temps) mitrailler ou bombarder au napalm des populations arabes de Palestine ; qui iront faire de nouveaux Guernica, de nouveaux Ouradour, de nouveaux Son-my, de nouveaux Deir-Yassin du nom de cette première bourgade martyre de Palestine, en 1948.

L'action de ce commando palestinien à Athènes visait donc à démystifier cette compagnie prétendue être « comme une autre », et à porter un nouveau coup à Israël. Cela encourage l'esprit de résistance des populations arabes en territoire occupé, puisque l'initiative reste du côté des formes armées populaires de libération nationale, contre le sionisme agresseur.

L'enfant tué des suites de l'explosion d'une grenade palestinienne dans le bureau d'El Al est donc une innocente victime de l'impérialisme agresseur, au même titre que les millions de petits arabes et de petits vietnamiens tués par l'agresseur, et dont les agences bourgeoises font si peu de cas.

*Bilan sommaire de victoires de la lutte armée
de libération nationale palestinienne*

Pour importantes que soient de telles actions de commandos contre des succursales étrangères des entreprises sionistes, ce sont celles qui se déroulent sur le territoire national même qui sont décisives, même si l'information internationale à leur sujet est systématiquement boycottée par les agences de presse pro-impérialistes yankees ou soviétiques.

Voici à titre d'exemple un rapide résumé de récentes opérations militaires de combattants palestiniens en Palestine occupée par les agresseurs sionistes (les informations sont transmises par l'agence Chine Nouvelle). Il s'agit de la période du 16 au 21 novembre :

16 nov. — Lourdes pertes sionistes notamment dans la région de Ellet Najer (est de Jérocho), la vallée du Jourdain (un poste détruit), la Haute Galilée (un poste détruit, un autre incendié).

17 nov. — Un poste israélien détruit au nord de la vallée du Jourdain. Un dépôt de pétrole incendié et un poste administratif détruit sur les hauteurs de Golan.

18 nov. — Plusieurs installations militaires sionistes détruites au nord de la vallée du Jourdain. Trois autres postes attaqués dont un incendié, dans la même région.

19 nov. — 16 attaques de commandos palestiniens ; destruction d'une position d'artillerie et un poste incendié.

20 nov. — A Gaza, une bombe est lancée sur la voiture du gouverneur militaire israélien, sur la place du marché. A Khan-Yanis, des grenades sont lancées sur des voitures militaires israéliennes. Les autorités israéliennes avouent que des juifs aident les combattants arabes palestiniens et avouent en avoir arrêté deux.

21 nov. — Région de Zhor Abdullah : lourdes pertes d'un groupe d'embuscade israélien, tombé dans une embuscade des combattants palestiniens. Nord de la vallée



«Enfants de la misère de force nous sommes des révoltés» ci-dessus un « lionceau » palestinien.

LES NOUVEAUX TSARS ET L'INTERNATIONALISME

Le plume de la Pravda, Iouri Potemkine, après avoir observé que « les dirigeants du Tchad, et d'abord le président Tombalbaye, se sont fixés comme premier objectif de garantir la stabilité nationale de la jeune République » ajoute « Le gouvernement du Tchad n'a pas encore réussi à venir à bout de la haine vivace, héritée du passé, nourrie par les nomades des déserts du Nord contre la population noire du Centre et du Sud, haine qui prend parfois des formes aiguës. Cela naturellement nuit au renforcement de l'unité du pays. »

Bien sûr quelques « critiques » sont faites aux « colonialistes » pour n'avoir pas songé à développer le pays (disons plutôt « sous-développer ») (1). Mais quels sont ces méchants « colonialistes » qui ont osé manquer à leur « devoir » ? La France n'est nullement citée, rien sur l'« aide militaire » française au gouvernement fantoche de Tombalbaye, rien sur l'exploitation forcée du peuple tchadien par l'impérialisme français et ses valets au pouvoir !

Ne nous étonnons point ! Nous savons déjà (2) que la Russie entretient de fort bonnes « relations culturelles » avec le gouvernement de Tombalbaye, puisqu'à Moscou sont « formés » des étudiants tchadiens et qu'il existe une « section » moscovite de l'union fantoche des étudiants tchadiens. A quand « l'aide économique et technologique » de Moscou aux côtés de la Cotonfrance, du Crédit Lyonnais, trusts français et autres ? A quand « l'aide militaire » du Kremlin aux côtés des « casseurs d'Africains » français et des sionistes « dynamiteurs-de-villages-arabes » qui « encadrent » l'armée tchadienne ?

N'est-ce pas une trahison éclatante de la part des « nouveaux tsars » de faire de la juste lutte armée du peuple tchadien sous la direction éclairée du FROLINA

« une haine vivace, héritée du passé, nourrie par les nomades des déserts du Nord contre les populations noires du Centre et du Sud » ? Certes il existe au sein du peuple tchadien des différences ethniques, religieuses et idéologiques mais elles sont superficielles ; le scribe Potemkine veut donc nous faire avaler une grosse pilule : faire de cette contradiction secondaire la contradiction principale. Mais nous ne marchons pas ! La contradiction principale est l'antagonisme qui oppose le peuple tchadien en arme d'un côté, et l'impérialisme français et ses valets au pouvoir, de l'autre. Mais mieux encore ! Ce même plume affirme que Tombalbaye et sa clique « se sont fixés pour objectif de garantir la stabilité nationale de la jeune République » ! Disons plutôt la « stabilité » de la main-mise de l'impérialisme français sur le Tchad, la « stabilité » de ses surprofits, de ses intérêts stratégiques en Afrique grâce à ses chiens de garde, Tombalbaye et autres. Quant à la « jeune République » son accouchement se fit dans le sang du peuple tchadien (massacres de Krim-Krim, Bebidja, Fort-Lamy et Mangalmé) !

Mais le peuple tchadien saura tirer les conséquences de cette lumineuse trahison anti-internationaliste des social-impérialistes du Kremlin !

Dénonçons la collusion de l'impérialisme français et du social-impérialisme russe !

A bas la sale guerre du Tchad !

Vive la juste lutte du peuple tchadien !

Un sympathisant M.-L.

(1) D'après « Le Monde » du 19-11-69, p. 5.

(2) Voir les remarquables articles d'H.R. 30 et 31, sur le Tchad.

Frappées de panique devant l'essor de la lutte du peuple américain, les autorités réactionnaires américaines recourent ouvertement à des actions fascistes contre un dirigeant noir qui a pris part à la lutte contre la guerre d'agression au Vietnam, indiquent des informations en provenance de Washington.

Le dirigeant afro-américain Bobby Seale avait été arbitrairement arrêté en août dernier et le mois dernier à Chicago il a été arbitrairement jugé en même temps que plusieurs autres personnes ayant également pris part à Chicago en automne 1968 à la manifestation organisée contre la guerre d'agression au Vietnam lors de la « convention » du parti démocrate.

Quand Bobby Seale parla des droits démocratiques devant le tribunal, le juge, à court d'arguments, lui coupa la parole, et ordonna aux policiers fédéraux de lui passer les menottes et de l'attacher à son siège avec des courroies de cuir ainsi que de le baillonner avec du sparadrap. Ce traitement se prolongea pendant plusieurs jours.

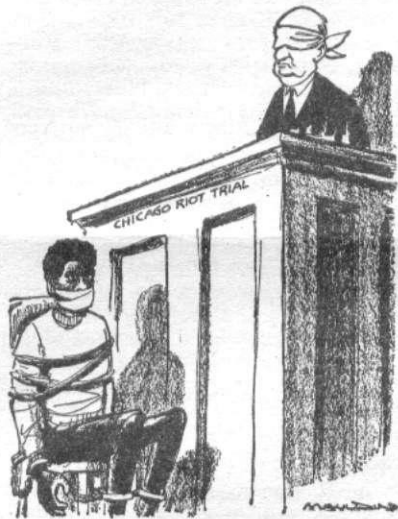
Seale résista avec ténacité à ces tortures fascistes et avant d'être baillonné, il cria : « tout le pouvoir au peuple ». Il parvint à libérer une main, arracha le sparadrap et lança vers le juge réactionnaire : « cochon fasciste ».

Les juges l'ont condamné à quatre ans de prison sous l'inculpation d'« offense à la cour ».

Cette attitude fasciste qu'a adoptée le juge tout au long du « procès » ainsi que la condamnation arbitraire prononcée contre Seale éclairaient bien la nature fasciste de la dictature du capital monopoleur aux Etats-Unis. Elles ont soulevé la colère et les protestations du peuple américain et lui ont donné encore une leçon par l'exemple négatif, car à partir de ce fait le peuple américain peut voir clairement toute l'ineptie de la prétendue « civilisation » et de la prétendue « démocratie » tant vantées par Nixon. Il luttera pour enterrer définitivement la domination criminelle du capital monopoleur.

U. S. A.

A propos du procès de Bobby SEALE



Dessin paru dans un journal américain sur le procès

SYMBOLE DE LA « TRANSITION PACIFIQUE »

DU REVISIONNISME INDIEN, LE GOUVERNEMENT DU KERALA S'EFFONDRE

Selon des informations de New Delhi, le gouvernement de l'Etat du Kérala, symbole de la « transition pacifique » des révisionnistes indiens, s'est effondré le 24 octobre.

La chute de ce gouvernement tant vanté par les révisionnistes modernes a montré une fois de plus que la « voie parlementaire » est une pacotille pourrie qui ne sert qu'à tromper le peuple.

L'assemblée du Kérala a voté le 24 octobre contre le Premier ministre Nambodiripad, l'expulsant ainsi du pouvoir.

Le « gouvernement de coalition » du Kérala fut échauffé en mars 1967, après les « quatrième élections générales » indiennes, par Nambodiripad et d'autres révisionnistes indiens avec la collaboration de la clique renégate de Dange et d'autres partis réactionnaires. Ce gouvernement était un instrument des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie pour tromper le peuple indien et maintenir leur domination réactionnaire chancelante. Ils ont fait venir des révisionnistes et d'autres politiciens réactionnaires au moment où la domination du parti du congrès devenait chaque jour plus instable et où il était difficile de maintenir un gouvernement entièrement congressiste dans chaque Etat. En vue de répondre aux besoins des grands propriétaires et de la grande bourgeoisie, Nambodiripad et consorts ont fait de leur mieux, une fois au pouvoir, pour répandre des absurdités révisionnistes et contre-révolutionnaires pour duper le peuple. Mais le « gouvernement de coalition » a pleinement montré qu'il était un laquais de l'impérialisme, de la classe des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie. En bon valet du gouvernement central du parti du congrès, le gouvernement du Kérala s'est livré de façon répétée à la répression sanglante de la lutte révolutionnaire populaire.

Comme les gouvernements congressistes d'autres Etats, ce « gouvernement de coalition » dut faire face aux pro-

testations de plus en plus violentes des travailleurs et s'est retrouvé entouré de difficultés. En même temps, la bataille de crabes pour le pouvoir entre les révisionnistes de tout acabit et les autres politiciens réactionnaires qui formaient le gouvernement du Kérala était devenue de plus en plus acharnée. Ces derniers mois, tous les ministres du « gouvernement de coalition » ont été déclarés coupables de corruption. La clique renégate de Dange a pris l'initiative de demander à l'assemblée de l'Etat que Nambodiripad ordonne avant le 18 octobre une enquête sur les accusations de corruption faites à un ministre soutenu par lui. Cependant, Nambodiripad a ordonné le 17 octobre une enquête sur la corruption de quatre ministres appartenant à la clique renégate de Dange et à d'autres partis réactionnaires, y compris le parti socialiste. Une grande querelle a eu lieu entre les deux factions au sein de l'assemblée de l'Etat. Hors de l'assemblée, des conflits violents entre les partisans des deux factions causèrent 15 morts. Puis, en collusion avec d'autres partis réactionnaires, la clique renégate de Dange a retiré sept ministres du gouvernement et voté contre Nambodiripad à l'assemblée, menant ainsi à la faillite du gouvernement du Kérala.

Lénine a souligné : « tant que subsistera intact le vieil appareil d'Etat bourgeois bureaucratique », « dans tous les ministères de « coalition » auxquels participent des « socialistes », ces derniers ne sont en fait qu'un vain ornement ou servent au gouvernement bourgeois de paravent, de paratonnerre contre l'indignation populaire, sont un moyen du duper les masses à l'aide de ce gouvernement... » Les faits viennent de prouver que les révisionnistes indiens sont également un ornement et servent de paravent au gouvernement réactionnaire indien, et que leur « voie parlementaire » est une supercherie pour duper le peuple. Maintenant, les masses révolutionnaires indiennes ont rejeté la pacotille de la « voie parlementaire » des révisionnistes indiens, pris le fusil, mené activement la lutte armée révolutionnaire et remporté victoire sur victoire.

Nouvelles de Chine Nouvelle

UN MEDECIN ASSISTANT DE L'A.P.L. DE CHINE TROUVE DE NOUVELLES HERBES MEDICINALES POUR ARRETER L'HEMORRAGIE

Guidé par l'enseignement du président Mao « se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple », Tchang Po-an, médecin assistant d'une unité de l'A.P.L. stationnée dans la région de Kouangtcheou, a trouvé, avec d'autres camarades, une herbe médicinale pour les premiers secours qui arrête immédiatement l'hémorragie occasionnée par les blessures.

Tchang Po-an sait aussi utiliser plus de 2.000 herbes médicinales différentes.

Ces dernières années, Tchang Po-an s'est familiarisé avec plus de 2.000 variétés d'herbes médicinales. Il en a goûté quelque 500 variétés difficiles à distinguer les unes des autres pour s'assurer sur lui-même de leur réaction. Puisque chacune de ces herbes est vénérable, les goûter chaque fois est un risque. Mais il a fait toujours preuve de l'esprit révolutionnaire indomptable dans cette lutte pour la vie ou la mort. Il a également collecté plus de 1.000 prescriptions populaires pour guérir diverses maladies.

★

GRANDS SUCCES SUR LE FRONT INDUSTRIEL DE CHANGHAI DANS LE MOUVEMENT POUR FAIRE LA REVOLUTION AVEC ECONOMIE

Changhai, 26 novembre (Hsinhua) — En suivant les enseignements du président Mao, notre grand dirigeant, « se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple » et « faire la révolution avec économie », les ouvriers, cadres et techniciens révolutionnaires de l'industrie de Changhai ont déclenché un mouvement impétueux pour faire la révolution avec économie, remportant de grands succès. Ils ont épargné pour l'Etat, au cours des dix premiers mois de cette année, 900 mille tonnes de charbon et une grande quantité d'énergie électrique, d'acier étiré, de bois d'œuvre, de pétrole, d'huiles végétales ainsi que d'autres matières premières importantes.

Les ouvriers de Changhai ont entrepris un vigoureux mouvement d'innovation. Les techniques anciennes et arriérées ont fait place à des nouvelles et la productivité du travail s'est accrue et la consommation de matières premières et matériaux a été réduite. Par exemple : grâce à un nouveau procédé, les ouvriers qui produisent vis et écrous ont porté le taux d'utilisation de l'acier laminé d'environ 50 pour cent à plus de 85 pour cent, même à cent pour cent pour certains produits, en utilisant l'extrudage à froid, le laminage à froid et autres méthodes de travail à froid au lieu du tournage, du fraisage, du limage et du perçage. En un an, plus de 9.000 tonnes d'acier laminé ont été ainsi économisées et la productivité a augmenté d'une à plusieurs dizaines de fois. Autres exemples : les ouvriers de l'usine d'outillage ont mis au point une nouvelle technique qui permet d'accroître 50 fois la production de forêts et d'économiser 35 pour cent des matériaux, ce qui signifie une économie annuelle de plus de 50 tonnes d'acier laminé destiné à la fabrication d'outils rapides. En 40 jours seulement, les ouvriers des fabriques de papier ont mis au point un procédé électronique de contrôle au silicium, ce qui leur a valu non seulement une énorme économie d'énergie électrique mais un grand progrès dans la production du papier et dans sa qualité.

★

APPLIQUANT LA PENSE MAOTSETOUNG, LES PAYSANS DE SIYANG ONT DOUBLE EN TROIS ANS LE VOLUME DES CEREALES

Taiyuan, 27 novembre (Hsinhua) — Au cours de la grande révolution culturelle prolétarienne, les comités révolutionnaires et les paysans pauvres et moyens-pauvres du district de Siyang au Chansi ont suivi activement les enseignements importants du président Mao, leur grand dirigeant : « se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple » et « que l'agriculture prenne exemple sur la brigade de production de Tatchai ». Tous ont déployé leurs efforts dans la révolution et dans la production et vaincu les calamités naturelles pour obtenir des bonnes récoltes pendant des années consécutives. Cette année, le rendement en céréales du district est passé de 100 kg en 1966 à 200 kg. Le volume total pour le district est passé de 40 millions de kg en 1966 à plus de 80 millions de kg. La population de Siyang voit dans ce bond de la production agricole une grande victoire de l'invincible pensée-maotsetoung et un magnifique succès de la grande révolution culturelle prolétarienne.

Les paysans pauvres et moyens-pauvres du district de Siyang ont imprimé un essor enthousiaste à la mise en valeur de la montagne et à l'aménagement des cours d'eau. Ils ont construit dans les Monts Taihang un canal long de 12 kilomètres, faisant remonter les eaux de la rivière Songhsi. Ils ont construit en même temps un haut barrage sur la rivière Kietou. Ces ouvrages peuvent non seulement conjurer les inondations, mais encore irriguer une grande superficie de champs. Par ailleurs, les brigades de production ont construit cette année sur les versants plus de 100.000 mous de champs en terrasses. S'inspirant toujours de Tatchai qui cultive ses champs avec des méthodes scientifiques, elles ont retourné profondément la plupart de leurs champs, améliorant considérablement la conservation des eaux et du sol. Tout cela a créé les conditions pour une grande augmentation du rendement.

L'ALBANIE ROUGE A 25 ANS !

MESSAGE DE L'HUMANITÉ ROUGE AU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Chers camarades,
Nous vous adressons, pour le vingt-cinquième anniversaire de la libération de l'Albanie et de l'instauration en Albanie du pouvoir populaire, nos félicitations enthousiastes. Nous vous exprimons, devant la série de succès remportés depuis vingt-cinq ans par le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais, notre admiration et notre joie sans mélange. Nous sommes certains que sous la direction du Parti du Travail d'Albanie et du camarade Enver Hoxha, le peuple d'Albanie ne manquera pas de remporter sans cesse, pour l'édification et la sauvegarde du socialisme, de nouvelles victoires, pour lesquelles nous formons les vœux les plus ardents.

C'est que, chers camarades, votre réussite illustre la justesse des conceptions que nous partageons avec tous les marxistes-léninistes du monde entier, sa signification dépasse vos frontières et contribue par son exemple à la lutte de tous les peuples contre le capitalisme, l'impérialisme, le révisionnisme.

LA VICTOIRE ANTIFASCISTE

Il y a vingt-cinq ans l'héroïque Armée de Libération Nationale Albanaise, placée sous le commandement du camarade Enver Hoxha libérait Shkodër, la dernière ville importante que l'ennemi nazi tenait encore. Sans attendre, sans transiger sur les obligations de l'internationalisme prolétarien, elle s'élancait à sa poursuite, hors des frontières albanaises, et allait apporter sa fraternelle contribution à la lutte pour la libération du peuple yougoslave. Elle avait infligé aux troupes fascistes et nazies des pertes considérables en hommes et en matériel ; s'équipant aux dépens de l'ennemi, cherchant davantage à l'anéantir qu'à le faire fuir. Elle avait interdit la retraite par son territoire aux divisions allemandes des Balkans, en fuite devant l'Armée Rouge Soviétique. Elle avait contribué avec éclat à la lutte des peuples du monde entier contre le fascisme.

Dans le même temps l'Armée de Libération Albanaise dissuadait les nouvelles convoitises impérialistes des Anglo-Américains sur l'Albanie, et, récompense de son héroïsme, permettait l'instauration d'un pouvoir de démocratie populaire qui faisait entrer l'Albanie dans la voie du socialisme.

La victoire de l'Armée de Libération Nationale, armée de guerre du peuple, armée unie au peuple, avait été celle du peuple albanais, fidèle à ses traditions de lutte pour l'indépendance, fidèle au glorieux souvenir de Skanderberg. Mais le facteur déterminant de cette victoire avait été la création du Parti Communiste d'Albanie. Seul celui-ci, avant-garde organisée du prolétariat, était en mesure de regrouper autour du prolétariat en un vaste front uni la paysannerie et les autres classes vraiment attachées à l'indépendance nationale, de mobiliser efficacement toutes les énergies du pays, et, en donnant son sens de classe à la lutte contre l'impérialisme étranger et les féodaux, ses complices, de la faire triompher puis d'empêcher que le peuple victorieux soit frustré de sa victoire par les menées d'autres impérialistes appuyés sur la réaction intérieure.

LA DENONCIATION DU REVISIONNISME

La ligne juste suivie dès le début par le Parti Communiste Albanais, la mobilisation des masses dans la lutte prolongée contre les envahisseurs fascistes, puis dans la bataille de la reconstruction, expliquent sans doute en partie la fidélité intransigeante à l'enseignement de Marx, Lénine et Staline, ont évidemment contribué à préserver l'Albanie socialiste de la dégénérescence révisionniste. Le Parti du Travail d'Albanie avait déjà, conjointement avec le Parti

Communiste de l'Union Soviétique, alors dirigé par Staline, et l'ensemble du mouvement international, dénoncé la pourriture titiste. Sous la direction du camarade Enver Hoxha, le Parti du Travail d'Albanie sut immédiatement reconnaître avec clairvoyance la nature liquidatrice et révisionniste des thèses du XX^e Congrès du Parti de l'Union Soviétique. La clique qui usurpait le pouvoir en Union Soviétique croyait pouvoir contraindre les pays frères à l'alignement par le chantage, le blocus économique, la menace de l'intervention armée. L'intimidation ne réussit pas plus en Albanie qu'en Chine. L'attitude albanaise fut héroïque et marxiste-léniniste. Si la suspension brutale de l'aide soviétique causa des difficultés, le Parti du Travail d'Albanie se savait suffisamment lié aux masses et sait les masses albanaises suffisamment aguerries dans la lutte contre l'impérialisme pour opposer à toute agression la victorieuse résistance du peuple. Et c'est ainsi que l'Albanie est devenue en Europe la seule démocratie populaire où le socialisme n'ait pas été dénaturé, le seul exemple d'un développement véritablement socialiste, le bastion inexpugnable et le phare du socialisme en Europe.

LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

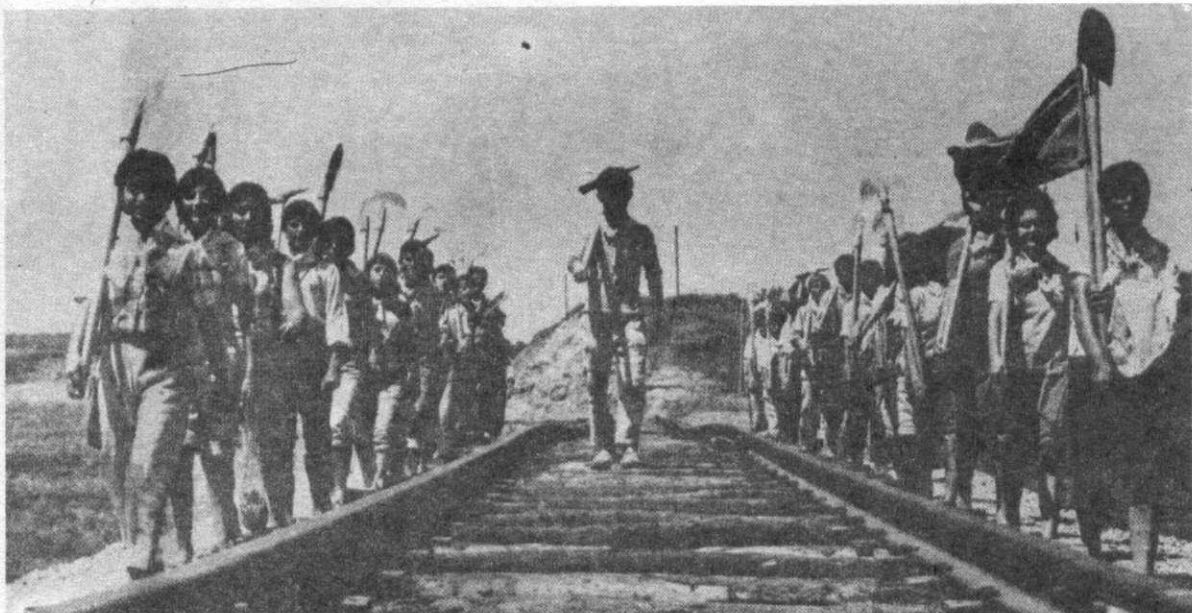
Or l'exemple donné est concluant. C'est celui d'un développement impétueux des forces productives. Le pouvoir populaire s'était instauré il y a vingt-cinq ans dans un pays encore médiéval, pillé et maintenu dans l'archaïsme par l'impérialisme étranger, de surcroît dévasté par une guerre inexplicable, il en a fait une nation prospère. Les chiffres font apparaître dans tous les domaines, celui de la production industrielle, de la production agricole, de l'instruction ou de la santé publique une extraordinaire progression. La ligne de masse du Parti du Travail Albanais a su empêcher que ces progrès quantitatifs ne dégénèrent en une différenciation sociale et ne conduisent à une restauration du capitalisme. Au contraire la révolutionnarisation constante fait bénéficier l'ensemble des masses travailleuses des progrès que leur labeur réalise et les entraîne sans cesse vers de nouveaux progrès. Et c'est ainsi que le témoignage objectif des visiteurs des campagnes ou des usines albanaises constitue peut-être aujourd'hui, pour le socialisme, la meilleure propagande, la meilleure illustration auprès des ouvriers et des paysans, dans les pays capitalistes dits avancés.

Chers camarades,

Nous avons, nous marxistes-léninistes français, envers vous des sentiments de fraternelle gratitude : vos victoires nous aident autant qu'elles nous servent, elles sont, de votre part, une contribution magnifique aux luttes des masses du monde entier pour leur libération. Continuez à aller de succès en succès.

VIVE LA REPUBLIQUE POPULAIRE
D'ALBANIE.

VIVE LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE.
VIVE LE CAMARADE ENVER HOXHA.
VIVE LE MARXISME-LENINISME.
VIVE L'ENSEIGNEMENT DE STALINE,
VIVE LA PENSÉE DE MAO TSE-TOUNG.
VIVE L'INTERNATIONALISME
PROLETARIEN.
A BAS LE REVISIONNISME.
A BAS LE SOCIAL-IMPERIALISME
ET TOUS LES IMPERIALISMES.



L'HÉROÏQUE JEUNESSE ALBANAISE TOUJOURS PRÊTE A SE BATTRE
SUR LE FRONT DE L'ÉDIFICATION SOCIALISTE !

NOUVELLES DU MONDE EN LUTTE

● Au Laos

Du 7 au 16 novembre, les forces armées patriotiques ont lancé une série d'attaques dans la province de Xieng Khoang contre les troupes ennemies qui ont fait introduction dans les régions de Xieng Khoang et de la plaine des Jarres, mettant hors de combat 400 soldats ennemis et saisissant ou détruisant une grande quantité de fournitures militaires de l'ennemi.

● L'Armée de Libération Nationale Malaise a mis plus de 300 ennemis hors de combat en huit mois.

Depuis le début de cette année, la clique malaise fantôme Rahman-Razak a entrepris plusieurs opérations d'« encerclement et de répression » de l'A.L.N.M. dans les régions en bordure de la Thaïlande, dans le vain espoir d'étouffer le développement rapide de la lutte armée révolutionnaire du peuple et de maintenir son régime réactionnaire chancelant.

Animés par une haine implacable pour l'ennemi et avec le soutien et la collaboration des masses des différentes nationalités dans la base et dans les régions de guérilla, les commandants et combattants de l'A.L.N.M. ont lutté fermement et brisé les opérations d'« encerclement et de répression » l'une après l'autre. Ils ont éliminé les effectifs ennemis en grand nombre, renforcé leurs propres unités, élargi et consolidé leur base et les régions de guérilla, développant ainsi la lutte armée révolutionnaire populaire.

● Au Sud de l'Arabie

Le 10 novembre, au Dhofar, deux canonnières britanniques ont pilonné la ville de Rakhyut ; l'Armée Populaire de Libération du Front Populaire pour la Libération du Golfe Arabique Occupé a lancé une contre-attaque, en coordination avec la milice.

Elle a canonné violemment l'ennemi. Après plus d'une heure de combat, l'Armée Populaire de Libération a endommagé une canonnière et un avion militaire de l'ennemi, déjouant ainsi la tentative ennemie du débarquement à Rakhyut par mer.

● En Chine occupée (Formose)

Les Chinois de la province de Taiwan ont organisé des meetings et des manifestations pour condamner les crimes odieux des réactionnaires américains et tchiangkai-chistes qui ont profité des récentes inondations pour déclencher une nouvelle hausse des prix et les piller et les opprimer impitoyablement.

Le 26 septembre dernier, un typhon s'est abattu sur Taiwan. La bande de Tchiang Kai-chek a eu peur qu'un barrage U.S. ne cède et a fait lâcher les eaux à raison de 9 300 mètres cubes par seconde, sans tenir compte de la vie et des biens des habitants. Tous les fleuves du Nord de la province ont immédiatement gonflé. Les flots ont brisé les digues et transformé toute la région en un lac immense.

L'inondation a frappé de vastes étendues rurales et urbaines dans la province : des dizaines de Chinois ont été noyés ou sont morts de faim.

● Au Chili et au Pérou, des paysans reprennent des terres

Dans la province de Linarès, au Chili, quelque 8 000 paysans de 150 latifundia se sont mis en grève le 17 novembre à la suite de l'arrestation arbitraire d'un de leurs dirigeants par les autorités collaborant avec les latifundistes. 20 latifundia sont occupés par des milliers de grévistes, et les propriétaires se sont enfuis vers les villes.

Au Pérou, dans les provinces d'Ancash, de Puno, de Cuzco, de Junín et de Cajamarca, on note des soulèvements paysans pour la reprise des terres des latifundia et pour la protection de leurs droits. Dans la province d'Ancash, à Chimbote, 4 000 familles de paysans ont pris possession de domaines, après avoir riposté aux attaques de la police.

A LA JEUNESSE DE FRANCE

La jeunesse communiste marxiste-léniniste de Belgique réunie le 12 octobre 1969 à Bruxelles

— salue les jeunes marxistes-léninistes français regroupés autour de l'Humanité-Rouge qui ont montré, lors de la tempête de mai 1968, leur volonté de lutter contre le capitalisme et l'impérialisme ;

— leur envoie, ainsi qu'à tous les communistes marxistes-léninistes français, ses félicitations à l'occasion de la réussite du meeting à la mémoire de Ho Chi-minh et les encourage à poursuivre dans la voie qu'ils se sont tracés : arracher la classe ouvrière au révisionnisme, condition indispensable pour réaliser la Révolution socialiste.